

ASSUR-BP

Camping-Car

Ambulance

Bazar forain

Véhicule de collection

Conditions générales

A S S U R - B P
Camping-Car,
Ambulance,
Bazar Forain,
Véhicule de
C o l l e c t i o n

TABLEAU DES FORMULES DE GARANTIES ET DES GARANTIES OPTIONNELLES

CAMPING-CAR, BAZAR FORAIN, AMBULANCE

	FORMULES DE GARANTIES			
	pages	TIERS SIMPLE	TIERS MAXI	TOUS RISQUES
GARANTIES DE BASE				
Responsabilité civile/ Défense	11	●	●	●
Recours	15	●	●	●
Dommmages corporels du conducteur	19	●	●	●
Niveau 1 ou Niveau 2				
Assistance de base	28	●	●	●
Bris de glace	23		●	●
Catastrophes naturelles	23		●	●
Événements climatiques	23		●	●
Incendie Explosion Attentat	24		●	●
Vol	24		●	●
Dommmages tous accidents	25			●
GARANTIES OPTIONNELLES				
Contenu privé (uniquement Camping-car)	26	○	○	○
Contenu professionnel	27	○	○	○
Assistance panne 0 km	35	○	○	○

● Incluse dans la formule

○ Si garantie souscrite

TABLEAU DES FORMULES DE GARANTIES ET DES GARANTIES OPTIONNELLES

VÉHICULE DE COLLECTION

	FORMULES DE GARANTIES			
	pages	TIERS SIMPLE	TIERS MAXI	TOUS RISQUES
GARANTIES DE BASE				
Responsabilité civile/ Défense	11	●	●	●
Recours	15	●	●	●
Dommmages corporels du conducteur	19	●	●	●
Niveau 1 ou Niveau 2				
Assistance de base	28	●	●	●
Bris de glace	23		●	●
Catastrophes naturelles	23		●	●
Événements climatiques	23		●	●
Incendie Explosion Attentat	24		●	●
Vol	24		●	●
Dommmages tous accidents	25			●

● Incluse dans la formule

OÙ TROUVER CE QUE VOUS CHERCHEZ ?

Tableau des formules de garanties et des garanties optionnelles	page 2
Ce que vous devez savoir	page 6
Que faire en cas de sinistre ?	page 9
La garantie Responsabilité civile - Défense	page 11
La garantie Recours	page 15
Les garanties Dommages corporels du conducteur	page 19
Les garanties Dommages au véhicule assuré	page 22
● Bris de glace	page 23
● Catastrophes naturelles	page 23
● Événements climatiques	page 23
● Incendie Explosion Attentat	page 24
● Vol	page 24
● Dommages tous accidents	page 25
Les garanties Dommages complémentaires (en option)	page 26
● Contenu privé	page 26
● Contenu professionnel	page 27

Les garanties d'Assistance de base	page 28
La garantie Panne 0 kilomètre (en option)	page 35
Comment serez-vous indemnisé ?	page 36
Les exclusions communes à toutes les garanties du contrat	page 40
Le conducteur du véhicule assuré	page 41
La vie du contrat	page 42
● La vie du contrat : conclusion, prise d'effet, résiliation	page 42
● Votre déclaration du risque	page 46
● La cotisation	page 48
● Le traitement des réclamations	page 49
● La prescription	page 50
● Politique de protection des données personnelles et Dispositions diverses	page 51
Votre Coefficient Bonus/Malus	page 54
Les clauses légales	page 55
● Bonus/Malus	page 55
● Catastrophes naturelles	page 58
● Fonctionnement des garanties « Responsabilité civile » dans le temps	page 59
Lexique (pour faciliter la lecture de votre contrat, les mots suivis d'un astérisque “*” sont définis au lexique)	page 61

CE QUE VOUS DEVEZ SAVOIR

POUR ÊTRE BIEN ASSURÉ

Vous devez au minimum assurer les dommages que votre véhicule est susceptible de causer aux autres, c'est-à-dire à vos passagers, à un autre automobiliste, à un piéton, un cycliste...

Cette assurance est obligatoire depuis 1958 (pour plus de renseignements reportez-vous à la page 11).

Vous pouvez choisir d'assurer les détériorations, ou certaines d'entre elles, que peut subir votre véhicule, son contenu, en souscrivant les garanties dommages prévues à cet effet (pour plus de renseignements reportez-vous aux pages 22 à 27).

Vous devez également savoir que les dommages corporels* du conducteur ne sont jamais garantis lorsqu'il est responsable s'il n'a pas souscrit d'assurance spéciale. Pour cette raison, nous avons choisi d'inclure dans toutes nos formules, des garanties dommages corporels du conducteur qui permettent à celui-ci de bénéficier d'indemnités s'il est responsable ou d'une aide financière s'il n'est pas responsable (pour plus de renseignements reportez-vous aux pages 19 à 21).

SUR LES PAYS DANS LESQUELS VOUS ÊTES GARANTI

Vous bénéficiez des garanties de votre contrat :

- en France,
- dans les pays de l'Union européenne et de l'Espace économique européen,
- dans les principautés d'Andorre, de Monaco et du Liechtenstein,
- dans l'état du Vatican et en République de Saint Marin,
- dans les pays mentionnés et non rayés sur le recto de la carte internationale d'assurance automobile* en état de validité.

Les garanties que vous avez choisies vous sont également acquises lorsque le véhicule est transporté par air ou par eau entre deux pays où nos garanties sont accordées.

IMPORTANT : en cas de catastrophes naturelles ou d'attentats et d'actes de terrorisme tels que définis par les articles 412-1, 421-1 et 421-2 du code pénal, conformément à l'article L126-2 du code des assurances, les garanties s'exercent exclusivement en France métropolitaine et dans les Départements et Régions d'Outre-Mer.

SI VOUS TRACTEZ UNE REMORQUE OU UNE CARAVANE

- Si le poids total autorisé en charge de la remorque ou caravane est **supérieur à 750 kg** : pour que l'ensemble formé par le véhicule et la caravane (ou remorque) soit assuré, il est indispensable que le véhicule et la caravane (ou remorque) soient l'un et l'autre assurés.
- Si le poids total autorisé en charge de la remorque ou caravane est **inférieur ou égal à 750 kg** : nous accordons gratuitement et sans déclaration préalable nos garanties "Responsabilité civile - Défense" et "Recours" à la caravane (ou remorque) **attelée** au véhicule assuré.

Vous devez en cas de contrôle par les forces de l'ordre être en possession du mémo véhicule assuré* du véhicule tracteur.

- Nous accordons également gratuitement et sans déclaration préalable :
 - notre garantie Assistance relative au véhicule, à la remorque ou caravane attelée au véhicule assuré dont le poids total autorisé en charge est inférieur ou égal à 750 kg. Pour la remorque ou caravane dont le poids total autorisé en charge est supérieur à 750 kg, la garantie Assistance relative au véhicule est acquise à condition que la remorque ou caravane soit assurée,
 - nos garanties Responsabilité civile - Défense et Recours à l'appareil terrestre* attelé au véhicule assuré.

CONSEILS RÉPARATIONS : SI VOUS ÊTES ENTièrement RESPONSABLE...

...d'un accident* de la circulation garanti par nos soins et que vous n'avez pas souscrit la garantie « Dommages tous accidents », vous ne pouvez bénéficier d'aucune indemnisation pour votre véhicule.

Nous vous offrons la possibilité de faire expertiser votre véhicule endommagé, par un expert que nous désignons, dans un garage recommandé par nos soins. Il vous conseillera en matière de réparations.

SI VOUS VOULEZ VENDRE VOTRE VÉHICULE

Vous devez remettre à l'acheteur de votre véhicule un certificat de situation administrative établi depuis moins de 15 jours, attestant que le véhicule n'a pas été gagé ou qu'il n'a pas été fait opposition au transfert de la carte grise de votre véhicule.

Pour obtenir ce certificat, il convient d'effectuer une demande en ligne (<http://siv.interieur.gouv.fr>). Vous devez, avant de remettre la carte grise au nouveau propriétaire, y porter la mention "Vendu le ou Cédé le..." suivie de la date de la vente et de votre signature.

Vous devez également remplir avec l'acquéreur, un formulaire CERFA de déclaration de cession de véhicule, et dans les 15 jours suivant la vente, renseigner les informations portant sur l'identité de l'acquéreur du véhicule sur le site <https://immatriculation.ants.gouv.fr>. Un code de cession et un certificat de situation administrative vous seront attribués que vous devrez nécessairement communiquer à l'acquéreur.

Si votre véhicule est âgé de 4 ans ou plus, vous devez préalablement le soumettre à un contrôle technique sauf si celui-ci a déjà fait l'objet d'un contrôle technique au cours des 6 mois précédents.

Vous devez immédiatement nous informer, par lettre recommandée ou lettre recommandée électronique, de cette vente en nous adressant les pièces justificatives ainsi que le certificat de cession ; **le lendemain à zéro heure du jour de la vente, le véhicule n'est plus assuré par votre contrat.**

Vous prendrez soin d'exiger de votre acheteur le paiement du véhicule par chèque de banque*.

SI VOUS REMPLACEZ VOTRE VÉHICULE : votre ancien véhicule en instance de vente continue à bénéficier des garanties que vous aviez souscrites pour des essais en vue de sa vente ou pour vos déplacements privés, **à l'exclusion des trajets domicile-travail et de vos déplacements professionnels**, pendant 30 jours à compter de la date à laquelle nous assurons votre nouveau véhicule.

LES USAGES COLLABORATIFS

Le covoiturage consiste pour un conducteur à transporter des passagers dans son véhicule, pendant tout ou partie de son trajet, moyennant participation aux frais.

La participation aux frais de route n'est pas considérée comme une rémunération, il ne s'agit donc pas d'un transport à titre onéreux.

En tant que passagers, les covoiturés sont assurés au titre de la garantie Responsabilité civile sans qu'il soit nécessaire de les déclarer.

SUR LE CONTRÔLE TECHNIQUE

Le contrôle technique est un examen détaillé de l'état général de votre véhicule.

Il est obligatoire si votre véhicule est âgé de 4 ans ou plus et doit être effectué dans les 6 mois précédant la date du 4^{ème} anniversaire de sa mise en circulation. Le contrôle devra ensuite être renouvelé pour ce même véhicule tous les 2 ans.

En outre, votre véhicule doit subir chaque année un contrôle complémentaire de pollution.

Cet examen doit être effectué par un centre de contrôle agréé.

Certaines anomalies décelées par ce contrôle (système de freinage...) doivent obligatoirement être réparées. Ces anomalies vous sont notifiées par le centre de contrôle.

Si vous ne respectez pas ces obligations vous vous exposez à des sanctions : amendes, voire immobilisation de votre véhicule.

Les véhicules déclarés de collection dont la mise en circulation est antérieure au 01/01/1960 sont dispensés du contrôle technique. Pour ceux mis en circulation à compter du 01/01/1960, le contrôle technique doit être effectué tous les 5 ans.

SI VOUS SOUHAITEZ MODIFIER VOTRE CONTRAT

Prenez contact avec votre conseiller, ou informez-nous par lettre recommandée ou lettre recommandée électronique des modifications à apporter à votre contrat. Si nous ne refusons pas votre demande de modification dans les 10 jours de sa réception, vous pouvez la considérer acceptée.

SUR NOS OBLIGATIONS RESPECTIVES

Nous devons :

- à chaque échéance* vous informer :
 - du montant de votre cotisation,
 - de la date de son règlement,
- régler les sinistres* garantis,
- réaliser les prestations convenues, dans les délais et conditions prévus par votre contrat.

Vous devez :

- à la souscription du contrat, répondre avec exactitude aux questions posées dans les documents de souscription,
- en cours de contrat, nous signaler par lettre recommandée ou lettre recommandée électronique et dans les 15 jours où vous en avez connaissance, tout élément nouveau susceptible de modifier le risque que vous nous avez demandé d'assurer (pour plus de renseignements reportez-vous page 46),
- régler vos cotisations aux dates convenues,
- nous déclarer les sinistres* dans les délais et conditions prévus pages 9 et 10.

QUE FAIRE EN CAS DE SINISTRE ?

PRENDRE DES MESURES CONSERVATOIRES

Tout en vous protégeant, vous devez prendre toutes les mesures nécessaires pour arrêter, limiter les conséquences du sinistre*, sauver tous les biens qui peuvent l'être et veiller à leur conservation.

En cas de besoin votre Assistance⁽¹⁾ est à votre écoute 24H/24 :

- 0980 986 986 (Appel non surtaxé – coût selon opérateur),
- de l'étranger + 33 1 76 61 49 09
- Pour les sourds et malentendants
 - SMS : 06 07 33 06 85
 - FAX : 01 47 11 71 26

(1) Pour prendre connaissance de l'étendue des prestations dont vous pouvez bénéficier reportez vous au contenu des garanties Assurances.

FAIRE VOTRE DÉCLARATION

Contactez-nous pour déclarer votre sinistre* et obtenir des conseils sur la conduite à tenir.

Une bonne information réciproque est le meilleur atout dont nous puissions disposer pour vous rendre le service que vous êtes en droit d'attendre.

IMPORTANT : en cas de bris de glace, si vous prenez rendez-vous chez un réparateur "spécialiste bris de glace" agréé par BPCE IARD, il fera la déclaration à votre place (pour en savoir plus, reportez-vous au paragraphe "Le libre choix du réparateur professionnel", page 10).

Nous vous conseillons de remplir un constat amiable complété et signé par les parties présentes.

Un constat amiable correctement rempli est une pièce essentielle pour le règlement rapide d'un accident*.

Attention les déclarations que vous ferez sur ce constat vous engageront.

Si vous êtes en désaccord avec l'autre partie, ne signez pas avec cette dernière le constat ; vous pourrez nous adresser un constat signé par vous seul.

Avec le service SOS constat, si vous avez besoin d'aide pour rédiger votre constat amiable, un conseiller répond en direct à vos questions (reportez-vous à la garantie Assurance de base - Assurance relative au véhicule, page 33).

DANS QUELS DÉLAIS ?

Vous devez nous déclarer le sinistre* dès que vous en avez connaissance et au plus tard :

- dans les 2 jours ouvrés en cas de vol,
- dans les 30 jours suivant la parution de l'arrêté en cas de catastrophes naturelles,
- dans les 5 jours ouvrés dans tous les autres cas.

Si vous ne respectez pas ces délais, sauf cas fortuit ou de force majeure*, nous serons en droit de refuser la prise en charge du sinistre*, c'est-à-dire d'appliquer la déchéance*, si ce retard nous a causé un préjudice. Cette déchéance* n'est pas opposable aux tiers* lésés.

LES INFORMATIONS DONT NOUS AVONS BESOIN

- La date, l'heure et le lieu précis du sinistre*,
- la nature et les circonstances exactes de celui-ci,
- ses causes connues ou présumées,
- la nature et le montant approximatif des dommages,
- les nom et adresse du conducteur ou de l'auteur du sinistre*, des victimes, des témoins éventuels,
- la marque et le numéro d'immatriculation du ou des véhicules en cause,
- les coordonnées de l'autorité de police ou de gendarmerie ayant le cas échéant effectué un constat ou un procès-verbal,
- les garanties éventuellement souscrites pour les mêmes risques auprès d'autres assureurs,
- dans la mesure du possible des photographies des dommages matériels*.

• En cas de vol, de tentative de vol ou vandalisme

Prévenez la police locale au plus vite et déposez plainte. Remettez-nous dès que possible le certificat de dépôt de plainte accompagné d'un état estimatif des biens volés ou détériorés, pour nous permettre d'évaluer la valeur de vos biens au jour du sinistre. Il vous appartient de nous fournir tout justificatif nécessaire à cette évaluation (exemples : facture d'achat, extrait de compte).

Nous vous demandons également de nous aviser immédiatement de la récupération de tout ou partie des biens volés quel que soit le délai écoulé depuis le vol.

• En cas de dommages subis par les biens assurés

Vous devez :

- nous faire connaître l'endroit précis où ces dommages peuvent être constatés,
- attendre leur vérification par nos soins pour faire procéder aux réparations,
- nous adresser toutes les pièces justificatives qui seront réclamées pour le règlement.

Afin d'évaluer ces dommages, **vous ne devez pas procéder ou faire procéder aux réparations ou au remplacement des éléments endommagés sans nous avoir avisés au préalable et sans accord de notre part** (pour en savoir plus, reportez-vous au paragraphe sur l'évaluation des dommages page 36).

À défaut, nous serons en droit de refuser la prise en charge du sinistre, c'est-à-dire d'appliquer la déchéance*, si ce manquement nous a causé un préjudice.

• En cas de dommages causés à autrui

Vous ou la personne assurée :

- devez nous transmettre dès réception, tous documents que vous recevez en rapport avec le sinistre*,
- ne devez accepter aucune reconnaissance de responsabilité ni transiger sans notre accord avec la ou les personnes concernées.

Nous ne serons pas engagés par une telle reconnaissance de responsabilité ou une telle transaction.

• En cas de sinistre* survenu à l'étranger

- Relevez et notez très précisément :
 - la date, l'heure et le lieu précis du sinistre*,
 - les coordonnées de votre adversaire : ses nom, prénom, adresse, le numéro d'immatriculation de son véhicule, sa compagnie d'assurance et son numéro de police.
- Si votre adversaire fait preuve de mauvaise volonté, n'hésitez pas à faire appel aux autorités locales et prenez soin de relever précisément leurs coordonnées.
- Réclamez des justificatifs de tous les frais engagés à la suite du sinistre* (remorquage, dépannage...).

LE LIBRE CHOIX DU RÉPARATEUR PROFESSIONNEL

Dans le cadre de votre contrat automobile, en cas de dommage garanti, vous avez le libre choix du réparateur professionnel.

Si vous le désirez, vous pouvez faire appel à un réparateur professionnel sélectionné par nos soins. Dans ce cas, en cas d'indemnisation, vous n'avez pas d'avance de frais à faire, l'indemnité lui est versée directement déduction faite de la franchise* éventuelle.

Nous tenons à votre disposition la liste de ces réparateurs agréés par BPCE IARD.

NOUS DEVONS LUTTER CONTRE LA FRAUDE

L'assurance ne peut être une cause de bénéfice pour l'assuré* ; elle ne lui garantit que la réparation de ses pertes réelles ou de celles dont il est responsable.

ATTENTION

Si vous ou une personne assurée faites, de mauvaise foi, une fausse déclaration sur la nature, les causes, les circonstances et conséquences d'un sinistre*, ou utilisez sciemment des documents inexacts ou des moyens frauduleux, vous serez déchu de tout droit à garantie pour le sinistre* en cause. La charge de la preuve nous incombe.

Cette déchéance* n'est pas opposable aux victimes et à leurs ayants droit.

LA GARANTIE RESPONSABILITÉ CIVILE - DÉFENSE

LA GARANTIE RESPONSABILITÉ CIVILE

C'est l'assurance automobile minimum que vous devez souscrire : **elle est obligatoire.**

Le montant de cette garantie est illimité pour les dommages corporels*.

Il est limité à 100 millions d'euros pour les dommages matériels*.

La garantie est déclenchée par le "fait dommageable" (cf. définition page 59).

SON RÔLE : permettre aux victimes d'accidents* ou à leurs proches de percevoir des indemnités.

UN EXEMPLE : au volant de votre véhicule,
vous heurtez un piéton : celui-ci est
gravement blessé.

Votre responsabilité étant engagée, cette garantie permettra de lui rembourser ses pertes de revenus, ses frais d'hospitalisation, de compenser financièrement son handicap physique éventuel ; nous nous chargeons de toutes les démarches et du règlement des indemnités.

Le remboursement des amendes qui constituent une peine que la loi interdit d'assurer n'est jamais couvert.

Cette garantie permet de compenser financièrement les dommages matériels* et corporels* subis par les autres (les tiers*) lorsque votre responsabilité (ou celle des personnes assurées) est engagée à la suite :

- d'accident*, incendie ou explosion causés par le véhicule assuré, les accessoires et produits servant à son utilisation, les objets et substances qu'il transporte,
- de la chute de ces accessoires, objets, substances ou produits.

• Qui est couvert par cette garantie ?

Cette assurance permet de prendre en charge les conséquences de la responsabilité des personnes suivantes :

- vous,
- le propriétaire du véhicule assuré lorsque la carte grise de celui-ci n'est pas à votre nom,
- le conducteur et/ou le gardien* du véhicule assuré,
- les passagers du véhicule assuré.

Lorsque le véhicule assuré est utilisé sans votre accord ou contre votre gré, nous demanderons à l'utilisateur de nous rembourser les indemnités que nous aurons versées aux victimes.

Par ailleurs, les garagistes et d'une façon générale les professionnels de la réparation, de la vente, du contrôle de l'automobile, leurs préposés*, leurs passagers, ne sont pas garantis lorsque le véhicule leur est confié en raison de leur activité car leur profession est soumise à une obligation d'assurance particulière. Cette non garantie s'applique également au conducteur ou au gardien* du véhicule assuré confié à un professionnel de l'automobile.

VOTRE DÉFENSE - LA DIRECTION DU PROCÈS

SON RÔLE : vous défendre (ainsi que les personnes assurées) à l'amiable ou devant les tribunaux à la suite d'un accident* susceptible de mettre en jeu la garantie Responsabilité civile lorsque la défense s'exerce en même temps dans notre intérêt en notre qualité d'assureur de responsabilité civile.

Nous intervenons de la façon suivante :

- nous vous informons de vos droits et de vos obligations,
- nous prenons en charge les frais de constitution de dossier (enquêtes, procès verbaux de police ou de gendarmerie, constats de commissaire de justice, etc.),
- nous prenons en charge les frais et honoraires d'expertises, d'avocat, d'exécution de jugement et autres frais nécessaires à la défense de nos intérêts communs,
- devant les juridictions civiles, pénales, commerciales ou administratives, nous dirigeons toute action mettant en cause une responsabilité civile garantie par le contrat, et nous avons le libre exercice des voies de recours. Toutefois, lorsqu'une condamnation pénale est en jeu, nous ne pouvons exercer les voies de recours qu'avec votre accord.

EXTENSIONS DE LA GARANTIE RESPONSABILITÉ CIVILE

Certaines circonstances échappant à l'obligation d'assurance, nous avons prévu des garanties complémentaires afin que votre contrat vous protège efficacement.

Nous garantissons également :

• La responsabilité de l'enfant mineur

C'est-à-dire la responsabilité que votre enfant mineur ou l'enfant mineur de votre conjoint* peut encourir, lorsqu'il conduit le véhicule assuré à l'insu de ses parents. Cette garantie s'exerce que le mineur soit titulaire ou non du permis de conduire en état de validité ou qu'il ait ou non l'âge requis pour la conduite du véhicule.

Les dommages subis par le véhicule assuré et son contenu sont exclus.

• Le secours aux blessés

C'est-à-dire le remboursement des frais engagés pour le nettoyage ou la remise en état des garnitures intérieures du véhicule assuré et de vos effets vestimentaires ou ceux des personnes vous accompagnant, à la suite du transport bénévole d'une personne blessée lors d'un accident*.

• L'aide bénévole

C'est-à-dire :

- la responsabilité qui peut vous incomber en raison des dommages subis par des personnes qui vous auraient prêté bénévolement leur concours à l'occasion de la circulation du véhicule assuré,
- ou la responsabilité que ces personnes peuvent encourir à l'occasion de cette assistance,
- ou la responsabilité qui peut vous incomber en raison des dommages causés à toute personne à laquelle vous prêtez bénévolement votre concours à l'aide d'un véhicule assuré.

Les opérations de remorquage sont exclues.

• Le remorquage occasionnel

C'est-à-dire la responsabilité civile qui peut vous incomber pour les dommages causés par le véhicule assuré lorsqu'il remorque occasionnellement un autre véhicule terrestre à moteur ou est lui-même remorqué par un véhicule, si le remorquage est effectué **en conformité avec l'article R.317-21 du code de la route et l'arrêté du 30 septembre 1975, à savoir :**

- le véhicule remorqué doit comporter un dispositif de signalisation relié au véhicule tracteur sauf si l'ensemble de ses feux fonctionne et qu'il possède un conducteur ;
- si le véhicule remorqué n'a pas de conducteur, ce véhicule doit être relié au véhicule tracteur par une barre rigide.

Les dommages subis par le véhicule tracteur ou par le véhicule remorqué sont exclus.

• La responsabilité du propriétaire du véhicule assuré

C'est-à-dire la responsabilité civile que le propriétaire du véhicule assuré peut encourir en raison des dommages corporels* subis par le conducteur autorisé à la suite d'un accident* imputable à une défaillance mécanique du véhicule faisant l'objet d'un entretien régulier conforme aux instructions d'entretien fournies par le constructeur automobile.

• La faute intentionnelle d'un préposé*

C'est-à-dire la responsabilité que vous encourez en application de l'Article L 452-5 du code de la sécurité sociale en cas de dommages corporels* causés à l'un de vos préposés* par la faute intentionnelle d'un autre de vos préposés* conduisant un véhicule assuré.

Le paiement de la cotisation supplémentaire mise à votre charge en vertu du dernier alinéa de l'Article L 452-5 du code de la sécurité sociale est exclu.

• La faute inexcusable*

Nous garantissons le remboursement des sommes réclamées en application des Articles L 452-1 à L 452-4 du code de la sécurité sociale en cas de dommages corporels* causés par un véhicule assuré à un préposé* par votre faute inexcusable* (ou si vous êtes une société, de vos représentants légaux ou statutaires) ou de toute personne physique substituée dans la direction de l'entreprise ou de l'établissement.

La garantie comprend la cotisation complémentaire ou le capital mentionné à l'Article L 452-2 du code de la sécurité sociale et les préjudices définis à l'Article L 452-3 du même code.

En aucun cas la garantie ne s'étend à la cotisation supplémentaire que la caisse régionale peut imposer à l'employeur dans le cadre de l'Article L 242-7 du code de la sécurité sociale.

Nous assurons la défense amiable et judiciaire de l'assuré* ; celui-ci doit donc nous prévenir immédiatement de toute action ou réclamation engagée à son encontre et tout particulièrement dès qu'il est convoqué en conciliation.

• La responsabilité de votre employeur

C'est-à-dire la responsabilité que votre employeur peut encourir à l'occasion d'un accident* survenu au cours d'un de vos déplacements professionnels, à condition que le véhicule soit garanti en usage "Affaires et promenades", "Tous déplacements", "Taxi".

Nous nous engageons à renoncer à tout recours contre votre employeur.

CE QUI N'EST PAS COUVERT PAR LA GARANTIE RESPONSABILITÉ CIVILE

• Exclusions

Outre les exclusions citées page 40, ne sont pas garantis les dommages subis par :

- Le conducteur du véhicule assuré.
- Les immeubles, choses ou animaux loués ou confiés à n'importe quel titre au conducteur du véhicule assuré.

Toutefois nous garantissons la responsabilité que le conducteur peut encourir du fait des dégâts d'incendie ou d'explosion causés à l'immeuble dans lequel le véhicule assuré est garé.

- Les salariés ou préposés* de l'assuré* pendant leur service (dommages matériels* et corporels*) dans les conditions prévues par l'Article R211-8d) du code des assurances*.
- Les marchandises et objets transportés, sauf ceux concernant les vêtements des personnes transportées lorsque leur détérioration est l'accessoire d'un accident corporel*.

Les marchandises et objets transportés peuvent être couverts dans le cadre des garanties Contenu Privé ou Contenu Professionnel (pages 26 et 27).

- Les passagers lorsque la condition de sécurité d'être transportés à l'intérieur du véhicule n'est pas respectée.
- Les auteurs ou complices du vol du véhicule assuré.

• Exclusions

Outre les exclusions citées page 40, ne sont pas garantis les dommages causés par :

- des armes ou engins destinés à exploser par modification de structure du noyau de l'atome ou par tout combustible nucléaire, produit ou déchet radioactif ou par toute autre source de rayonnement ionisants et qui engagent la responsabilité exclusive d'un exploitant d'installation nucléaire,
- le véhicule lorsqu'il transporte des sources de rayonnements ionisants destinés à être utilisées hors d'une installation nucléaire, dès lors que lesdites sources auraient provoqué ou aggravé le sinistre,
- le véhicule, lorsqu'il transporte des matières inflammables, explosives, corrosives ou comburantes et à l'occasion desquels lesdites matières auraient provoqué ou aggravé le sinistre ; toutefois la non-assurance ne saurait être invoquée du chef de transports d'huiles, d'essences minérales ou de produits similaires, ne dépassant pas 500 kilogrammes ou 600 litres, y compris l'approvisionnement de carburant liquide ou gazeux nécessaire au moteur,
- le véhicule au cours d'épreuves, courses, compétitions ou leurs essais, soumis par la réglementation en vigueur à l'autorisation préalable des pouvoirs publics.

Les exclusions des 3 derniers alinéas ne dispensent pas l'assuré* de l'obligation d'assurance. En l'absence de cette assurance obligatoire, l'assuré* est passible des sanctions prévues par les Articles L211-26 1^{er} alinéa et R211-45 du Code des assurances*.

SAUVEGARDE DES DROITS DES VICTIMES

Ne sont pas opposables aux victimes ou à leurs ayants droit :

- la nullité du contrat,
- la suspension régulière de la garantie pour non-paiement de votre cotisation,
- les déchéances*,
- la réduction d'indemnité prévue à la page 47 en cas de déclaration inexacte ou incomplète du risque,
- les exclusions portant sur :
 - le défaut ou la non validité du permis de conduire (page 41),
 - le transport de matières inflammables, explosives, corrosives ou comburantes (page 14),
 - les épreuves, courses, compétitions ou leurs essais (page 14),
 - le transport de sources de rayonnements ionisants (page 14),
 - le transport des passagers dans des conditions de sécurité insuffisantes (page 14).

Dans tous ces cas, nous indemniserons les victimes ou leurs ayants droit pour le compte du(des) responsable(s) et nous exercerons ensuite contre celui-ci (ceux-ci), une action en remboursement de toutes les sommes versées ou mises en réserve à sa (à leur) place.

Lorsque nous invoquons une exception de garantie légale ou contractuelle, nous sommes néanmoins tenus de présenter à la victime une offre d'indemnité telle que prévue par les Articles L 211-9 à L 211-17 du code des assurances*.

LA GARANTIE RECOURS

GARANTIE RECOURS

SON RÔLE : vous permettre ainsi qu'aux personnes assurées d'obtenir la réparation des dommages matériels* ou corporels* subis à la suite d'un accident* impliquant le véhicule assuré et engageant la responsabilité d'un tiers*.

UN EXEMPLE : en conduisant votre véhicule, à la suite d'un accident* engageant la responsabilité de votre adversaire vous êtes blessé et/ou votre véhicule est endommagé.

• Qui bénéficie de la garantie Recours ?

- Vous, le propriétaire du véhicule assuré, le conducteur (ou le gardien*) autorisé du véhicule assuré,
- leurs conjoint*, ascendants et descendants.

Exclusion

- Les recours contre les personnes assurées au titre de la garantie Responsabilité civile du présent contrat.

• Le fonctionnement de la garantie

Nous intervenons de la façon suivante :

- nous vous informons et vous conseillons sur vos droits mais aussi sur vos obligations,
- nous prenons en charge les frais de constitution de votre dossier (enquêtes, procès verbaux de police ou de gendarmerie, constats de commissaire de justice...),
- nous prenons en charge les frais et honoraires des experts que nous désignons afin d'évaluer vos dommages, **dans la limite du plafond global de garantie de 16 000 €**,
- nous prenons également en charge le coût des auxiliaires de justice auxquels il est nécessaire de faire appel, **dans la limite du plafond global de garantie de 16 000 €**.

• La recherche d'une solution amiable

Nous intervenons pour tenter de trouver une solution amiable quel que soit le montant du préjudice subi par l'assuré.

À ce stade, vous devez être assisté ou représenté par un avocat si vous-même ou votre assureur êtes informé que la partie adverse est d'ores et déjà défendue par un avocat (art. L. 127-2-3 du code des assurances). Vous avez le libre choix de votre avocat (voir ci-après Le libre choix de votre défenseur et plafond de prise en charge des frais et honoraires de l'avocat).

• La procédure

Lorsqu'une solution amiable ne peut être trouvée et **lorsque les indemnités à obtenir sont supérieures ou égales à 1 235 €**, nous envisageons ensemble l'hypothèse d'un procès.

IMPORTANT : le recours à une tentative de règlement amiable des conflits est obligatoire lorsque la demande en justice est inférieure ou égale à 5 000 €.

En cas de désaccord entre vous et nous sur les mesures à prendre tant à l'amiable qu'en procédure, cette difficulté est réglée par les dispositions ci-après (Arbitrage).

• Arbitrage

En cas de désaccord entre vous et nous au sujet de mesures à prendre pour régler un différend, cette difficulté peut être soumise à l'appréciation d'une tierce personne désignée d'un commun accord par vous et nous ou, à défaut, par le président du tribunal judiciaire statuant selon la procédure accélérée au fond. Les frais exposés pour la mise en œuvre de cette faculté sont à notre charge. Toutefois, le président du tribunal judiciaire statuant selon la procédure accélérée au fond, peut en décider autrement si vous avez mis en œuvre cette faculté dans des conditions abusives.

Si vous engagez à vos frais une procédure contentieuse et obtenez une solution plus favorable que celle qui vous avait été proposée par nous ou par la tierce personne mentionnée à l'alinéa précédent, nous vous indemniserons des frais exposés pour l'exercice de cette action, dans la limite de nos obligations contractuelles.

Lorsque la procédure d'arbitrage est mise en œuvre, le délai de recours contentieux est suspendu pour toutes les instances juridictionnelles qui sont couvertes par la garantie d'assurance et que vous êtes susceptible d'engager en demande, jusqu'à ce que la tierce personne chargée de proposer une solution en ait fait connaître la teneur.

• Le libre choix de votre défenseur

Vous avez la liberté de choisir un avocat ou toute autre personne qualifiée par la législation ou réglementation en vigueur :

- dès la survenance d'un sinistre, c'est-à-dire en cas de refus opposé à votre réclamation,
- en cas de nécessité de défendre l'affaire devant les tribunaux,
- en cas de conflit d'intérêt entre vous et nous, notamment lorsque nous serons en même temps assureur du responsable,
- si la partie adverse est défendue par un avocat (en vertu de l'article L 127-2-3 du code des assurances).

Conseillé par votre avocat, vous avez la direction du procès, c'est-à-dire la maîtrise de la procédure. Nous restons toutefois à votre disposition pour vous apporter l'assistance dont vous avez besoin. Vous devez à cet effet nous communiquer ou nous faire communiquer par votre avocat tout document ou information utile.

Dans le cas où l'affaire relève des juridictions françaises, si vous ne connaissez pas d'avocat, nous pouvons sur demande écrite de votre part, vous en proposer un.

Nous prenons en charge les frais et honoraires de votre défenseur dans les conditions et limites précisées ci-après (Le paiement des frais et honoraires).

Le coût des consultations, démarches ou actes de procédure qui auraient pu être réalisés sans notre accord demeurera à votre charge, sauf si vous justifiez de l'urgence à les avoir demandés.

• Le paiement des frais et honoraires

Les honoraires de l'avocat sont déterminés entre vous et lui. Sauf cas d'urgence, vous devrez lui demander une convention d'honoraires.

Si un avocat succède à un autre pour assurer la défense de vos intérêts ou si vous faites le choix de plusieurs défenseurs, le total des honoraires à régler ne pourra être supérieur à celui qui serait versé à un seul avocat.

Nous prenons en charge, TVA comprise ou hors TVA suivant votre régime d'imposition, les frais et honoraires de votre avocat de la façon suivante :

- soit nous réglons directement l'avocat qui a été saisi sur justificatifs de la procédure engagée, sur présentation d'une délégation d'honoraires que vous avez signée nous autorisant à payer directement l'avocat et d'une facture à votre nom,
- soit, à défaut de cette délégation, vous réglez toutes taxes comprises les frais et honoraires de l'avocat saisi et nous vous remboursons dans les 15 jours à compter de la réception de la décision rendue et d'une facture acquittée de l'avocat.

Les frais inhérents à la gestion d'un dossier (frais de téléphone, de déplacement, etc.) sont inclus dans les honoraires que nous réglons.

Le montant des frais et honoraires est pris en charge dans la double limite du montant prévu dans le tableau ci-après (Plafond de prise en charge des frais et honoraires de l'avocat) et du plafond global de garantie de 16 000 €.

Le coût des consultations, démarches et actes de procédure qui auraient pu être réalisés avant la déclaration du sinistre demeurera à votre charge, sauf si vous justifiez de l'urgence à les avoir demandés.

Exclusions

- Les honoraires de résultat (honoraires proportionnels au montant des sommes allouées par une juridiction),
- les honoraires de représentation ou de postulation si l'avocat que vous avez choisi n'est pas inscrit au barreau du tribunal compétent.

• **Plafond de prise en charge des frais et honoraires de l'avocat**

Référence		Montant T.T.C.**	Montant H.T.**
PROCÉDURES			
1	• Référé	644 €	536,67 €
2	• Ordonnance du juge de la mise en état	634 €	528,34 €
3	• Juge de l'exécution	644 €	536,67 €
4	• Juge de l'expropriation	965 €	804,17 €
5 a	• Juge des contentieux de la protection en dernier ressort	870 €	725,00 €
b	• Juge des contentieux de la protection à charge d'appel	1 189 €	990,84 €
6	• Tribunal pour enfants	750 €	625,00 €
7	• Chambre de l'instruction	625 €	520,84 €
8	• Ordonnance du juge d'instruction	519 €	432,50 €
9	• Chambre spécialisée du Tribunal judiciaire en matière pénale	936 €	780,00 €
10	• Tribunal de police	936 €	780,00 €
11	• Tribunal correctionnel	975 €	812,50 €
12	• CIVI et CRCI-ONIAM	779 €	649,17 €
13	• Commission	389 €	324,17 €
14	• Cour d'assises / Cour criminelle	1 153 € par journée	960,84 € par journée
15	• Tribunal / Chambre de proximité	893 €	744,17 €
16 a	• Tribunal judiciaire en dernier ressort	893 €	744,17 €
b	• Tribunal judiciaire à charge d'appel	1 189 €	990,84 €
17	• Chambre spécialisée du Tribunal judiciaire en matière civile	1 189 €	990,84 €
18	• Tribunal de commerce	969 €	807,50 €
19	• Tribunal paritaire des baux ruraux (conciliation + jugement)	750 €	625,00 €
20	• Pôle social du Tribunal judiciaire	861 €	717,50 €
21	• Conseil de prud'hommes		
a	- audience de conciliation (sans conciliation)	665 €	554,17 €
b	- audience de conciliation (avec conciliation)	1 188 €	990,00 €
c	- audience de jugement	890 €	741,67 €
22	• Tribunal administratif	1 195 €	995,84 €
23	• Autres juridictions de 1 ^{ère} instance françaises	870 €	725,00 €
24	• Juridictions étrangères du 1 ^{er} degré	1 061 €	884,17 €
25	• Question prioritaire de constitutionnalité	561 €	467,50 €
26	• Appel d'une ordonnance de référé	691 €	575,84 €
27	• Cour d'appel administrative ou judiciaire	1 282 €	1 068,34 €
28	• Postulation cour d'appel	682 €	568,34 €
29	• Recours devant le 1 ^{er} président de la cour d'appel	824 €	686,67 €
30	• Recours contre une décision de 1 ^{er} degré ou autre devant une juridiction étrangère	1 592 €	1 326,67 €
31	• Cour de cassation	2 649 €	2 207,50 €
32	• Conseil d'état	2 649 €	2 207,50 €
33	• Juridictions européennes	1 844 €	1 536,67 €
INTERVENTIONS			
34	• Présentation d'une requête/rédaction d'une plainte avec constitution de partie civile	387 €	322,50 €
35	• Première assistance à expertise ou à une instruction y compris compte-rendu	526 €	438,34 €
36	• Assistance ultérieure à expertise ou à instruction y compris compte-rendu	348 €	290,00 €
37	• Déclaration de créance/relevé de forclusion par avocat en cours de procédure	160 €	133,34 €
38	• Médiation (pénale, civile, administrative ou conventionnelle), conciliation et procédure participative par avocat + Bonus transaction amiable aboutie mettant fin au litige : différence avec le plafond d'honoraires dû devant la juridiction compétente	764 €	636,67 €
39	• Renvoi en conciliation par le juge (civil, pénal) sans conciliation	372 €	310,00 €
40	• Consultation seule (si urgence)	173 €	144,17 €
41	• Consultation avocat à la Cour de Cassation/Conseil d'État	1 380 €	1 150,00 €
42 a	• Suivi amiable (y compris consultation + intervention amiable L127-2-3 du code des assurances)	404 €	336,67 €
b	+ Bonus pour transaction amiable aboutie mettant fin au litige	198 €	165,00 €
43 a	• Transaction aboutie par avocat après assignation au fond : 100 % de l'honoraire correspondant à la juridiction compétente		
b	• Transaction aboutie hors avocat après assignation au fond : 50 % de l'honoraire correspondant à la juridiction compétente		
44	• Démarches au greffe ou au parquet, obtention du PV	143 €	119,17 €
45	• Frais de photocopies (forfait par affaire confiée)	12 €	10,00 €

Le montant total de notre intervention, taxes comprises, par événement, c'est-à-dire par sinistre* mettant en jeu la garantie RECOURS, ne peut excéder 16 000 €.

• Frais d'exécution de la décision obtenue

- Nous prenons en charge les frais de commissaire de justice engagés pendant les douze mois suivant le premier acte d'exécution.
- Nous cessons notre intervention si votre adversaire est sans domicile connu ou insolvable.

Exclusion

- Les frais d'exécution et d'exéquatur d'une décision hors d'une Collectivité d'Outre-Mer, d'un pays de l'Union européenne, du Vatican, Saint-Marin, Liechtenstein, Andorre, Monaco et aussi hors d'un pays mentionné et non rayé sur la carte internationale d'assurance automobile*.

• Plafond global de garantie

Le montant maximum des frais et honoraires que nous pouvons être amenés à prendre en charge **pour un même sinistre* est fixé à 16 000 €.**

• Sommes allouées par le juge pour frais de procès

Le juge peut condamner le perdant à payer au gagnant une somme en compensation des dépenses exposées par lui dans l'instance judiciaire (telles que les frais et honoraires de l'avocat), non comprises dans les dépens (Article 700 du Code de procédure civile ou ses équivalents devant les autres juridictions).

Si vous êtes condamné à verser cette somme à votre adversaire dans un procès que nous vous avons conseillé d'engager contre lui, nous vous la remboursons. Dans les autres cas elle reste à votre charge.

Si vous gagnez le procès et obtenez une indemnité à ce titre, celle-ci vous revient prioritairement à hauteur des dépenses restées à votre charge. En cas d'excédent, vous vous engagez à nous la reverser à concurrence des frais de procédure que nous avons engagés.

• Subrogation

Concernant les condamnations financières mises à la charge de l'adversaire, il est expressément convenu que nous sont acquises, par subrogation dans les droits de l'assuré*, les sommes recouvrées au titre des dépens (frais d'expertise judiciaire, frais d'avoué, etc.) dont nous avons fait l'avance.

INSOLVABILITÉ DU TIERS* RESPONSABLE

Si le tiers* responsable des dommages matériels* occasionnés à votre véhicule est identifié mais non assuré et insolvable, nous vous remboursons la franchise* de la garantie dommages au véhicule mise en jeu.

L'insolvabilité sera établie si le tiers* responsable ne donne pas suite dans les 30 jours de l'envoi de notre demande de paiement.

LES GARANTIES DOMMAGES CORPORELS DU CONDUCTEUR

LEUR RÔLE : après un accident* garanti, permettre au conducteur assuré ou à ses proches (en cas de blessures ou de décès consécutifs à cet accident*) de percevoir :

- une aide financière immédiate,
- des indemnités s'il est responsable,
- des avances de fonds s'il ne l'est pas.

UN EXEMPLE : au volant de votre véhicule vous êtes blessé à la suite d'un accident* garanti.

QUI EST COUVERT PAR CES GARANTIES ?

C'est la personne conduisant le véhicule assuré avec votre autorisation ou celle de votre conjoint*, celle du propriétaire, du locataire ou de leur conjoint*.

• Exclusion

- Les garanties ne jouent pas lorsque le conducteur perçoit un salaire, un traitement et qu'il est victime d'un accident* de travail, de service, de trajet-travail et vice versa, puisqu'il est protégé par une législation particulière.

GARANTIE PREMIER SECOURS

Nous versons immédiatement (sur présentation d'un justificatif) une avance de 3 100 € au conducteur (ou à ses proches) en cas de :

- blessures de celui-ci entraînant une **hospitalisation supérieure à 20 jours consécutifs**,
- décès.

Cette avance sera déduite des sommes dues au titre de la garantie Dommages Corporels du Conducteur ou des sommes versées par le responsable de l'accident* ou l'organisme qui lui est substitué.

GARANTIE DOMMAGES CORPORELS DU CONDUCTEUR - NIVEAU 1

• Fonctionnement de la garantie

- Si le conducteur assuré est entièrement responsable de l'accident*, nous lui versons (ou à ses ayants droit*) les montants prévus ci-après ; ces sommes restent acquises au conducteur assuré ou à ses ayants droit*.
- Si le conducteur assuré n'a aucune responsabilité dans l'accident*, nous lui versons (ou à ses ayants droit*) À TITRE D'AVANCE SUR RECOURS, des provisions dont le montant total ne peut excéder les montants prévus ci-après. Nous récupérons les avances sur recours versées, auprès du responsable ou de l'organisme qui lui est substitué.
- Si le conducteur assuré est partiellement responsable de l'accident*, nous lui versons (ou à ses ayants droit*) :
 - les montants prévus ci-après dans la proportion du taux de responsabilité mis à sa charge ; ces sommes restent acquises au conducteur assuré ou à ses ayants droit*,
 - des avances sur recours dont le montant cumulé à celui de l'indemnité ci-dessus ne peut excéder les montants prévus ci-après.

Nous récupérons les avances sur recours versées, auprès du responsable ou de l'organisme qui lui est substitué.

• Montants garantis

EN CAS DE BLESSURES DU CONDUCTEUR :

- Un capital invalidité de 13 400 € à 1 000 000 € selon le taux d'invalidité permanente* qui subsiste après consolidation. Ce taux d'invalidité est fixé par un expert médical conformément aux méthodes d'évaluation pratiquées en droit commun. En cas de désaccord, il est fait application de la procédure d'arbitrage prévue au paragraphe sur l'évaluation des dommages page 36.

Le capital correspondant au taux d'invalidité est indiqué dans le tableau ci-après.

Si le taux d'invalidité permanente* est inférieur ou égal à 10 %, IL N'Y A PAS DE VERSEMENT DE CAPITAL.

- Une majoration de 25 % du capital prévu ci-après si l'assistance d'une tierce personne est nécessaire à l'assuré* à la suite des blessures résultant de l'accident*.
- Le remboursement dans la limite de 4 600 € :
 - des frais médicaux, pharmaceutiques, chirurgicaux, d'hospitalisation, de prothèse, d'appareillage, d'optique, de transport nécessités par les blessures de l'assuré* et restés à sa charge après intervention de la sécurité sociale et/ou de tout autre régime de prévoyance,
 - des frais d'assistance psychologique nécessités par l'état de l'assuré* en raison de la gravité de l'accident* et restés à sa charge après intervention de la sécurité sociale et/ou de tout autre régime de prévoyance.
- Le remboursement dans la limite de 3 000 €, des frais de diagnostic et d'études engagés pour aménager le domicile de l'assuré*, en cas de perte d'autonomie de ce dernier constatée après consolidation par l'expert médical.

EN CAS DE DÉCÈS DU CONDUCTEUR :

- Pour le conjoint* non séparé de corps de l'assuré*, un capital de 80 000 €.
- Pour chacun des enfants célibataires et de moins de 21 ans de l'assuré*, un capital égal à 460 € multiplié par le nombre de mois séparant la date du décès de l'assuré* de la date du 21^{ème} anniversaire de chacun des enfants.
- Le remboursement dans la limite de 3 100 € à la personne qui justifie en avoir fait l'avance, des frais de transport du corps de l'assuré* décédé et des frais funéraires.

Lorsque l'assuré* décède des suites de ses blessures après avoir reçu une indemnité au titre de l'invalidité permanente*, les bénéficiaires reçoivent les sommes prévues ci-dessus diminuées de cette indemnité.

MONTANT DE LA GARANTIE SELON LE TAUX D'INVALIDITÉ PERMANENTE* NIVEAU I

Taux	Montant du capital garanti	Taux	Montant du capital garanti	Taux	Montant du capital garanti
11%	13 400 €	41%	86 000 €	71%	228 600 €
12%	15 400 €	42%	89 800 €	72%	239 200 €
13%	17 400 €	43%	93 600 €	73%	251 800 €
14%	19 400 €	44%	97 400 €	74%	263 400 €
15%	21 400 €	45%	101 200 €	75%	275 000 €
16%	23 400 €	46%	105 000 €	76%	287 600 €
17%	25 400 €	47%	108 800 €	77%	300 200 €
18%	27 400 €	48%	112 600 €	78%	313 800 €
19%	29 400 €	49%	116 400 €	79%	326 400 €
20%	31 400 €	50%	120 200 €	80%	339 000 €
21%	33 400 €	51%	124 000 €	81%	352 600 €
22%	35 400 €	52%	127 800 €	82%	366 200 €
23%	37 400 €	53%	131 600 €	83%	380 800 €
24%	39 400 €	54%	135 400 €	84%	394 400 €
25%	41 400 €	55%	139 200 €	85%	427 400 €
26%	43 400 €	56%	143 000 €	86%	460 400 €
27%	45 400 €	57%	146 800 €	87%	494 400 €
28%	47 400 €	58%	150 600 €	88%	529 400 €
29%	49 400 €	59%	154 400 €	89%	565 400 €
30%	51 400 €	60%	158 200 €	90%	601 400 €
31%	53 400 €	61%	162 000 €	91%	638 400 €
32%	55 400 €	62%	165 800 €	92%	675 400 €
33%	57 400 €	63%	169 600 €	93%	713 400 €
34%	59 400 €	64%	173 400 €	94%	752 400 €
35%	63 200 €	65%	179 200 €	95%	791 400 €
36%	67 000 €	66%	186 000 €	96%	831 400 €
37%	70 800 €	67%	192 800 €	97%	872 400 €
38%	74 600 €	68%	199 600 €	98%	913 400 €
39%	78 400 €	69%	206 400 €	99%	955 400 €
40%	82 200 €	70%	217 000 €	100%	1 000 000 €

GARANTIE DOMMAGES CORPORELS DU CONDUCTEUR - NIVEAU 2

Les principes de fonctionnement de cette garantie sont les mêmes que pour la garantie Dommages Corporels du Conducteur Niveau 1, mais les capitaux sont augmentés de 50 %.

CE QUI N'EST PAS COUVERT PAR LES GARANTIES DOMMAGES CORPORELS DU CONDUCTEUR

• Exclusions

Outre les exclusions citées page 40, ne sont pas garantis :

- Les accidents corporels* causés par l'aliénation mentale, la paralysie, l'épilepsie ou la cécité de l'assuré*.
- Les accidents corporels* résultant :
 - du suicide ou de la tentative de suicide de l'assuré*,
 - de la participation de l'assuré* à des paris, défis, rixes, agressions* sauf cas de légitime défense,
 - du meurtre ou de la tentative de meurtre de l'assuré*.

LES GARANTIES

DOMMAGES AU VÉHICULE ASSURÉ

- Bris de glace
- Catastrophes naturelles
- Événements climatiques
- Incendie Explosion Attentat
- Vol
- Dommages tous accidents

LEUR RÔLE : garantir l'indemnisation des détériorations directement subies par le véhicule assuré à la suite d'un événement prévu dans les garanties dommages de la formule que vous avez choisie.

Pour bien comprendre le fonctionnement des garanties dommages, sachez que :

- **LES ÉVÉNEMENTS** garantis sont précisés dans chacune des garanties dommages.
- **LA FORMULE** que vous avez choisie est mentionnée sur vos conditions particulières.
- **L'INDEMNITÉ** que nous vous verserons est déterminée pages 36 à 39.

• Le véhicule assuré

C'est :

- le véhicule de série*,
- les options constructeur*,
- les accessoires hors-série*, les aménagements de toute nature, FIXÉS au véhicule.

GARANTIE BRIS DE GLACE

• Les événements garantis

La réparation ou le remplacement suite au bris des seuls éléments suivants :

- le pare-brise,
- la lunette arrière,
- les glaces latérales,
- le toit vitré,
- les optiques de phares avant.

IMPORTANT : en cas de réparation du pare-brise, la franchise* Bris de glace ne s'applique pas.

• Exclusion

- Le bris des éléments ci-dessus résultant du choc avec un véhicule, un piéton, un animal, un objet fixe.

GARANTIE CATASTROPHES NATURELLES

• Les événements garantis

- L'intensité anormale d'un agent naturel établie par arrêté interministériel (cf. clause page 58).

La mise en jeu de cette garantie est subordonnée à la publication au Journal Officiel de la République française d'un arrêté interministériel ayant constaté l'état de catastrophes naturelles.

GARANTIE ÉVÉNEMENTS CLIMATIQUES

• Les événements garantis

- La tempête, c'est-à-dire le vent ou le choc d'un corps renversé ou projeté par le vent, lorsque la vitesse du vent enregistrée à la station météorologique la plus proche des biens assurés est supérieure à 100 km/h, ou occasionne des dommages à d'autres véhicules ou bâtiments situés autour du lieu où se trouve le véhicule assuré,
- la grêle,
- l'inondation imprévisible du véhicule.

• Exclusion

- Les dommages résultant d'événements qualifiés de Catastrophe Naturelle par un arrêté interministériel et pris en charge au titre de cette garantie (reportez-vous à cette garantie page 23).

GARANTIE INCENDIE EXPLOSION ATTENTAT

• Les événements garantis

- Les détériorations du véhicule consécutives :
 - à un incendie, c'est-à-dire à une combustion vive, à une explosion, y compris lorsque ces événements ont pour origine un acte de vandalisme ou de malveillance, un attentat, une émeute* ou un mouvement populaire*,
 - à la chute de la foudre sur le véhicule.
- Les dommages électriques résultant d'une combustion ou d'une fusion, **pour les véhicules de moins de sept ans d'âge à compter de la date de première mise en circulation.**
- Les dommages matériels* directs causés au véhicule assuré par un attentat ou un acte de terrorisme tels que définis par les articles 412-1, 421-1 et 421-2 du Code pénal, subis sur le territoire national, conformément à l'article L.126-2 du Code des assurances. La réparation des dommages matériels*, y compris les frais de décontamination et la réparation des dommages immatériels* consécutifs à ces dommages, sont couvertes **dans les limites de la franchise* et des plafonds fixés au contrat au titre de la garantie Incendie Explosion Attentat.**

• Exclusions

- L'éclatement d'un pneumatique et les dommages au véhicule en résultant, le bris des organes mécaniques, l'explosion d'un airbag.
- Les dommages d'incendie ou d'explosion consécutifs à un choc avec un véhicule, un piéton, un animal, un objet fixe ou mobile, au vol ou à la tentative de vol du véhicule ou de ses éléments qu'il s'agisse d'un vol ou d'une tentative de vol couvert ou non par notre contrat.
- Les dommages d'incendie ou d'explosion commis par ou avec la complicité :
 - du conjoint* de l'assuré*, d'un ascendant ou descendant de l'assuré* ou de son conjoint*, d'un collatéral* de l'assuré* ou de son conjoint*, vivant sous son toit ou travaillant avec lui,
 - d'un préposé* de l'assuré*.
- Les dommages aux appareils électriques et électroniques résultant de leur seul fonctionnement, les dommages causés uniquement aux lampes, fusibles, résistances chauffantes, dispositifs d'éclairage ou de signalisation.
- Les dommages à l'équipement électrique consécutifs à une modification de l'installation électrique effectuée par un non-professionnel de la réparation ou de l'entretien automobile.

GARANTIE VOL

La mise en jeu de cette garantie est subordonnée à la remise par l'assuré* d'un certificat de dépôt de plainte.

• Les événements garantis

- Le vol du véhicule, c'est-à-dire sa soustraction frauduleuse :
 - commise par effraction mécanique* ou électronique* du véhicule, de ses organes de direction et de mises en route permettant techniquement le vol du véhicule.
L'effraction devra être constatée et attestée par expertise,
 - ou commise par effraction du garage dans lequel le véhicule est stationné,
 - ou consécutive à un acte de violence à l'encontre du gardien ou du conducteur du véhicule,
- les détériorations du véhicule consécutives au vol du véhicule tel que défini ci-dessus,
- le détournement du véhicule à la suite d'un abus de confiance*,
- l'appropriation du véhicule par paiement avec un faux chèque de banque*,
- la tentative de vol du véhicule, c'est-à-dire le commencement d'exécution d'un vol du véhicule assuré. La tentative de vol est caractérisée dès lors que sont réunis les indices sérieux constitués par des traces matérielles relevées sur le véhicule telles que le forçage de la serrure et de la direction, du contact électrique, de la batterie, des fils électriques,
- le vol ou la tentative de vol d'éléments du véhicule fixés à l'extérieur de celui-ci lorsqu'il y a effraction de ces éléments ou effraction du garage dans lequel le véhicule est stationné,
- le vol ou la tentative de vol d'éléments du véhicule fixés à l'intérieur du véhicule lorsqu'il y a effraction mécanique* de celui-ci,
- les détériorations du véhicule consécutives au vol ou à la tentative de vol d'éléments fixés ou contenus dans le véhicule lorsqu'il y a effraction mécanique* de celui-ci.

Nous garantissons également les frais que vous avez engagés avec notre accord pour la récupération de votre véhicule.

• Exclusions

- Les événements ci-dessus commis par, ou avec la complicité :
 - du conjoint* de l'assuré*, d'un ascendant ou descendant de l'assuré* ou de son conjoint*, d'un collatéral* de l'assuré* ou de son conjoint*, vivant sous son toit ou travaillant avec lui,
 - d'un préposé* de l'assuré*.
- Le vol du véhicule permis par l'absence de verrouillage des portières, du coffre, ou par une vitre restée ouverte.
- Le vol du véhicule commis sans effraction mécanique* ou électronique* au moyen des clés se trouvant sur le contact ou laissées sur, dans ou sous le véhicule.
- Le vol du véhicule stationné dans le garage de l'assuré, s'il n'y a pas effraction du véhicule, ou s'il n'y a pas effraction du garage dans lequel celui-ci était stationné.



Pour ne pas faciliter l'action des voleurs :

- ne laissez jamais la clé de contact sur, dans ou sous votre véhicule.
- Verrouillez les portes (y compris le coffre et le coffre de toit).
- Fermez les vitres de votre véhicule lorsque vous quittez celui-ci.
- Verrouillez votre garage lorsque votre véhicule y est stationné.
- Ne laissez pas vos clés sans surveillance dans un lieu public.

GARANTIE DOMMAGES TOUS ACCIDENTS

• Les événements garantis

- Le choc avec un corps fixe ou mobile **extérieur** au véhicule (arbre, pierre, automobile, bicyclette, piéton, animal...),
- le versement, renversement du véhicule,
- la chute accidentelle du véhicule assuré (dans un cours d'eau, un étang, un ravin...),
- le retournement du capot, d'une portière,
- les émeutes* et les mouvements populaires*,
- les actes de vandalisme ou de malveillance. La mise en jeu de cette garantie est alors subordonnée à la remise par l'assuré* d'un certificat de dépôt de plainte.

• Exclusions

- Les actes de vandalisme ou de malveillance commis par ou avec la complicité :
 - du conjoint* de l'assuré*, d'un ascendant ou descendant de l'assuré* ou de son conjoint*, d'un collatéral* de l'assuré* ou de son conjoint*, vivant sous son toit ou travaillant avec lui,
 - d'un préposé* de l'assuré*.
- Les dommages consécutifs à un événement prévu dans le cadre de la garantie Événements climatiques, au vol ou à la tentative de vol du véhicule ou de ses éléments qu'il s'agisse d'un vol ou d'une tentative de vol couvert ou non par notre contrat.

REMORQUAGE : nous garantissons en complément des dommages pris en charge dans le cadre d'une garantie dommages que vous avez choisie, les frais de remorquage du véhicule assuré jusqu'à l'atelier le plus proche apte à effectuer la réparation, à concurrence de 180 €. Cette indemnité ne se cumule pas avec celle prévue dans le cadre de la garantie Assistance.

LES GARANTIES

DOMMAGES COMPLÉMENTAIRES

(en option)

- Contenu privé
- Contenu professionnel

GARANTIE DU CONTENU PRIVÉ

• Qu'entendons-nous par contenu privé ?

Les objets, bagages, effets, **à usage strictement privé**, les animaux domestiques.

Le contenu privé doit être transporté à l'intérieur du véhicule sans y être fixé ou transporté à l'extérieur du véhicule sur des accessoires spécialement prévus à cet effet.

• Ce que nous garantissons

Les dommages subis par le contenu privé en cas :

- de survenance d'un événement couvert dans les garanties :

- Dommages tous accidents,
- Incendie, Explosion, Attentat,
- Événements climatiques,
- Catastrophes naturelles,

que ces garanties aient été souscrites ou non,

- de vol du véhicule et de son contenu privé transporté à l'intérieur c'est-à-dire sa soustraction frauduleuse commise par effraction mécanique* ou électronique* du véhicule, de ses organes de direction et de mises en route ou du garage dans lequel il est stationné,
- de vol du contenu privé transporté à l'intérieur du camping-car sans vol du camping-car lui-même, lorsqu'il y a effraction mécanique* de celui-ci ou du garage dans lequel il est stationné,
- de détournement du véhicule à la suite d'un abus de confiance*,
- de vol du contenu privé commis :
 - avec violence à l'encontre du gardien ou du conducteur du véhicule,
 - ou à la suite d'un accident*, d'un incendie, d'une explosion ou d'un événement climatique.

• Exclusions

- Les espèces, titres et valeurs*,
- les bateaux à moteur, les bateaux à voile et les jets-ski, les véhicules à moteur exception faite des fauteuils roulants,
- le vol des bijoux*, pierreries, objets en métal précieux (or, argent, platine, vermeil), fourrures, objets d'art, antiquités, collections*, documents administratifs, tableaux, statues,
- le vol du véhicule ou le détournement du véhicule à la suite d'un abus de confiance*, commis par ou avec la complicité :
 - du conjoint* de l'assuré*, d'un ascendant ou descendant de l'assuré* ou de son conjoint*, d'un collatéral* de l'assuré* ou de son conjoint*, vivant sous son toit ou travaillant avec lui,
 - d'un préposé* de l'assuré*,
- le vol du véhicule ou de son contenu privé permis par l'absence de verrouillage des portières, du coffre ou du coffre de toit, ou par une vitre restée ouverte,
- le vol du véhicule ou de son contenu privé commis sans effraction mécanique* ou électronique* au moyen des clés se trouvant sur le contact ou laissées sur, dans ou sous le véhicule,
- le vol du véhicule ou de son contenu privé, stationné dans le garage de l'assuré, s'il n'y a pas effraction du véhicule, ou s'il n'y a pas effraction du garage dans lequel celui-ci était stationné.

La mise en jeu de la garantie consécutive à un événement vol, à des actes de vandalisme et de malveillance est subordonnée à la remise par l'assuré* d'un certificat de dépôt de plainte.



Pour ne pas faciliter l'action des voleurs :

- ne laissez jamais la clé de contact sur, dans ou sous votre véhicule.
- Verrouillez les portes (y compris le coffre et le coffre de toit).
- Fermez les vitres de votre véhicule lorsque vous quittez celui-ci.
- Verrouillez votre garage lorsque votre véhicule y est stationné.
- Ne laissez pas vos clés sans surveillance dans un lieu public.

GARANTIE DU CONTENU PROFESSIONNEL

• Qu'entendons-nous par Contenu professionnel ?

Ce sont les marchandises et matériels professionnels.

Ce contenu professionnel doit être transporté à l'intérieur du véhicule sans y être fixé ou transporté à l'extérieur du véhicule sur des accessoires spécialement prévus à cet effet.

• Ce que nous garantissons

Les dommages subis par le contenu professionnel en cas :

- de survenance d'un événement couvert dans les garanties :

- Dommages tous accidents,
- Incendie, Explosion, Attentat,
- Événements climatiques,
- Catastrophes naturelles,

que ces garanties aient été souscrites ou non,

- de détournement du véhicule à la suite d'un abus de confiance*,
- de vol du contenu professionnel commis :
 - avec violence à l'encontre du gardien* ou du conducteur du véhicule,
 - ou à la suite d'un accident*, d'un incendie, d'une explosion ou d'un événement climatique,
- de vol du véhicule et de son contenu transporté à l'intérieur lorsqu'il y a effraction mécanique* ou électronique* du véhicule ou du garage dans lequel il est stationné,
- de vol du contenu transporté à l'intérieur du véhicule sans vol du véhicule lui-même, lorsqu'il y a effraction mécanique* de celui-ci ou du garage dans lequel il est stationné.

• Exclusions

- Les espèces, titres et valeurs*,
- Le vol des bijoux*, pierreries, objets en métal précieux (or, argent, platine, vermeil), fourrures, objets d'art, antiquités, tableaux, statues.
- Le vol du véhicule ou le détournement du véhicule à la suite d'un abus de confiance*, commis par ou avec la complicité :
 - du conjoint* de l'assuré*, d'un ascendant ou descendant de l'assuré* ou de son conjoint*, d'un collatéral* de l'assuré* ou de son conjoint*, vivant sous son toit ou travaillant avec lui,
 - d'un préposé* de l'assuré*.
- Le vol du véhicule ou de son contenu professionnel permis par l'absence de verrouillage des portières, du coffre ou du coffre de toit, ou par une vitre restée ouverte.
- Le vol du véhicule ou de son contenu professionnel commis sans effraction mécanique* ou électronique* au moyen des clés se trouvant sur le contact ou laissées sur, dans ou sous le véhicule.
- Le vol du véhicule ou de son contenu professionnel, stationné dans le garage de l'assuré, s'il n'y a pas effraction du véhicule, ou s'il n'y a pas effraction du garage dans lequel celui-ci était stationné.
- Les marchandises faisant l'objet d'un transport public en l'absence d'accord spécifique de notre part.

La mise en jeu de la garantie consécutive à un vol, à des actes de vandalisme et de malveillance est subordonnée à la remise par l'assuré* d'un certificat de dépôt de plainte.



Pour ne pas faciliter l'action des voleurs :

- ne laissez jamais la clé de contact sur, dans ou sous votre véhicule.
- Verrouillez les portes (y compris le coffre et le coffre de toit).
- Fermez les vitres de votre véhicule lorsque vous quittez celui-ci.
- Verrouillez votre garage lorsque votre véhicule y est stationné.
- Ne laissez pas vos clés sans surveillance dans un lieu public.

LES GARANTIES D'ASSISTANCE DE BASE

GARANTIE ASSISTANCE AUX PERSONNES

SON RÔLE : vous aider à résoudre les difficultés rencontrées au cours de vos déplacements avec ou sans le véhicule assuré.

UN EXEMPLE : lors d'un voyage à l'étranger, vous tombez gravement malade.

Appelez le 0 980 986 986

(Appel non surtaxé - coût selon opérateur)

ou + 33 1 76 61 49 09 (si vous êtes à l'étranger)

Pour les sourds et malentendants

SMS : 06 07 33 06 85

FAX : 01 47 11 71 26

ASSISTANCE BANQUE POPULAIRE est à votre écoute 24h/24

L'assistance aux personnes vous permet de bénéficier :

- d'une assistance à l'occasion d'un déplacement privé ou professionnel,
- d'un accompagnement psychologique lorsque vous avez subi un traumatisme psychologique.

CONDITION D'INTERVENTION :

- **Assistance et assurance :** l'intervention de votre Assistance n'implique pas automatiquement la prise en charge du sinistre* au titre des garanties d'assurance de votre contrat.

Les prestations assistance aux personnes ne s'appliquent qu'une seule fois par événement, même si elles figurent dans plusieurs des contrats que vous avez souscrits.

• Les bénéficiaires

- **Vous**, l'assuré* (souscripteur du contrat ou personne désignée aux conditions particulières),
 - **votre conjoint*** vivant sous votre toit que vous soyez marié, lié par un pacte civil de solidarité (PACS) ou vivant en concubinage,
 - **vos enfants mineurs**,
 - **toute autre personne fiscalement à charge** vivant habituellement sous votre toit,
 - **toute personne voyageant à bord du véhicule assuré** pour un événement directement lié à celui-ci.
- Les bénéficiaires doivent obligatoirement être domiciliés en France**.

• Vos garanties d'assistance déplacement

LES DÉPLACEMENTS SONT GARANTIS :

- en France**, pour les événements survenus à plus de 50 km de votre domicile,
 - à l'étranger, dans le monde entier :
 - à l'occasion d'un déplacement à titre privé, **pendant une durée maximum d'un an**,
 - à l'occasion d'un déplacement à titre professionnel, **pendant une durée maximum de trois mois**.
- Quel que soit l'événement garanti, le lieu du retour est celui du domicile en France**.

L'ASSISTANCE EN CAS D'ACCIDENT CORPOREL* OU DE MALADIE :

• Définitions

Accident corporel* : toute atteinte corporelle résultant d'un choc traumatique, violent, soudain et imprévu provoqué par une cause extérieure à l'assuré victime.

Maladie : altération soudaine et imprévisible de la santé, consécutive ou non à une situation préexistante, n'ayant pas pour origine un accident corporel*, constatée par une autorité médicale compétente et qui empêche la continuation normale du voyage ou du séjour.

Exclusions

- Les voyages à visée diagnostique et/ou thérapeutique, c'est-à-dire ayant pour objectif de consulter un praticien ou d'être hospitalisé,
- les retours pour greffe d'organe, ne peuvent être considérés comme des événements donnant droit à une assistance au titre de la maladie si celle-ci n'est pas justifiée par une altération soudaine et imprévisible de l'état de santé au cours du voyage.

** France métropolitaine ou Guadeloupe, Martinique, Guyane et Réunion

• Prestations

Rapatriement : sur décision de ses médecins, votre Assistance organise et prend en charge le rapatriement du bénéficiaire jusqu'à son domicile en France** ou dans un hôpital adapté le plus proche de son domicile en France**. Les médecins de votre Assistance déterminent le moyen de transport à utiliser.

Dans la mesure du possible, et sous réserve de l'avis des médecins de votre Assistance, il sera fait en sorte que l'un des membres de la famille, déjà sur place, puisse voyager avec le blessé ou le malade.

Attente sur place d'un accompagnant : lorsque le bénéficiaire blessé ou malade, non transportable, doit rester hospitalisé au-delà de la date initialement prévue pour son retour, votre Assistance organise et prend en charge l'hébergement (hôtel et petit déjeuner uniquement) d'une personne restée au chevet du bénéficiaire à concurrence de 70 € par jour, et ce pour une durée maximale de 7 jours.

Le retour en France de l'accompagnant est pris en charge s'il ne peut utiliser les moyens initialement prévus⁽¹⁾.

Présence d'un proche : si le patient doit rester hospitalisé plus de 7 jours et qu'aucune personne n'est à son chevet, votre Assistance organise et prend en charge les frais de transport aller et retour au départ de la France** d'un proche et les frais d'hébergement (hôtel et petit déjeuner uniquement) de ce dernier à concurrence de 70 € par jour dans la limite de 7 jours.

Cette prestation ne se cumule pas avec celle de l'attente sur place d'un accompagnant.

Lorsque le blessé ou le malade est âgé de moins de 16 ans et à condition que son état de santé le justifie, ce déplacement est organisé et pris en charge quelle que soit la durée de l'hospitalisation.

Frais médicaux et d'hospitalisation à l'étranger : le bénéficiaire doit avoir la qualité d'assuré auprès d'un organisme français d'assurance maladie.

En complément des remboursements obtenus par le bénéficiaire (ou ses ayants droit) auprès de la sécurité sociale et de tout autre organisme de prévoyance ou d'assurance auquel il est affilié, votre Assistance prend en charge les frais médicaux, chirurgicaux, pharmaceutiques et d'hospitalisation engagés à l'étranger à concurrence de 80 000 € TTC par bénéficiaire.

Les soins faisant l'objet de cette prise en charge devront avoir été prescrits en accord avec les médecins de votre Assistance et seront limités à la période pendant laquelle ils jugeront le patient intransportable.

En cas d'hospitalisation onéreuse, dans la limite de ces mêmes 80 000 € TTC, votre Assistance fait l'avance au bénéficiaire des frais médicaux, chirurgicaux, pharmaceutiques et d'hospitalisation engagés à l'étranger, dans l'attente des remboursements par les organismes sociaux.

La prise en charge cesse du jour où le bénéficiaire peut d'un point de vue médical être rapatrié.

Dès son retour, le bénéficiaire (ou ses ayants droit) s'engage à effectuer toutes les démarches nécessaires pour obtenir le remboursement de ces frais auprès des organismes sociaux auxquels il est affilié et à reverser immédiatement à votre Assistance toute somme perçue par lui à ce titre accompagnée des décomptes originaux correspondants. À défaut, il (ou ses ayants droit) s'expose à des poursuites judiciaires.

Exclusions

- Les frais consécutifs à un accident corporel* ou une maladie constatée médicalement avant la prise d'effet de la garantie,
- les frais occasionnés par le traitement d'un état pathologique, physiologique ou physique constaté médicalement avant la prise d'effet de la garantie à moins d'une complication nette et imprévisible,
- les frais de prothèse internes, optiques, dentaires, acoustiques, fonctionnelles ou esthétiques,
- les frais engagés en France***, qu'ils soient ou non consécutifs à un accident corporel* ou une maladie survenus en France*** ou à l'étranger,
- les frais de cure thermale et de séjour en maison de repos, les frais de rééducation.



Conseil : si vous voyagez dans l'Espace Économique Européen ou en Suisse, munissez-vous de la Carte européenne d'assurance maladie qui vous permettra de bénéficier de la prise en charge des soins médicalement nécessaires à l'occasion de vos séjours temporaires. Elle peut être obtenue sur simple demande auprès de votre organisme de sécurité sociale.

(1) Le déplacement s'effectue en 2° classe pour les trajets en train et en classe économique pour les trajets en avion.

** France métropolitaine ou Guadeloupe, Martinique, Guyane et Réunion

*** France métropolitaine ou Guadeloupe, Martinique, Guyane, Réunion et Mayotte

RECHERCHE ET EXPÉDITION DE MÉDICAMENTS ET PROTHÈSES

En cas de nécessité, votre Assistance recherche, sur le lieu de séjour, les médicaments (prescrits ou leurs équivalents) indispensables à votre santé.

À défaut de pouvoir se les procurer sur place et dans la mesure où le délai d'acheminement est compatible avec la nature du problème, votre Assistance organise et prend en charge l'expédition de ces médicaments ainsi que, si la nécessité le justifie, de lunettes, lentilles de contact, appareillages médicaux et prothèses.

Le coût de ces médicaments et matériels reste à la charge du bénéficiaire.

L'ASSISTANCE EN CAS DE DÉCÈS

• Prestations

Décès d'un bénéficiaire

Votre Assistance organise et prend en charge le transport du corps du bénéficiaire depuis le lieu de la mise en bière jusqu'au lieu d'inhumation ou d'obsèques en France**.

La prise en charge inclut les frais de préparation, les aménagements spécifiques au transport, ainsi que les frais de cercueil ou d'urne funéraire, **dans la limite de 2 000 €**.

Si un accompagnant doit rester sur place dans l'attente du rapatriement du corps, votre Assistance organise et prend en charge son retour en France s'il ne peut utiliser les moyens initialement prévus⁽¹⁾.

Si la présence sur place d'un membre de la famille du bénéficiaire s'avère indispensable pour effectuer les formalités de reconnaissance ou de rapatriement du corps, votre Assistance met à sa disposition un titre de transport aller et retour⁽¹⁾.

Décès d'un proche (conjoint*, ascendant, descendant, frère ou sœur)

Lorsqu'un bénéficiaire doit interrompre son voyage pour assister aux obsèques de l'un de ses proches (conjoint*, ascendant, descendant, frère ou sœur du bénéficiaire), votre Assistance organise et prend en charge le transport du bénéficiaire depuis son lieu de séjour jusqu'au lieu d'inhumation en France**. Si nécessaire, votre assistance organise et prend en charge le retour du bénéficiaire sur son lieu de séjour⁽¹⁾.

FRAIS DE SECOURS EN MONTAGNE

En cas d'accident corporel* lié à la pratique du ski alpin ou de fond, ou à la pratique de la luge, sur pistes balisées et réglementées et hors compétition sportive, votre Assistance prend en charge les frais de secours appropriés du lieu de l'accident corporel* jusqu'à la structure médicale adaptée, sans franchise kilométrique.

PRESTATIONS COMPLÉMENTAIRES

Nous intervenons également dans l'organisation et la prise en charge :

- **du retour au domicile en France** des autres bénéficiaires** si l'événement garanti les empêche de rejoindre leur domicile par les moyens initialement prévus,
- **du retour au domicile en France** des enfants de moins de 16 ans non accompagnés** : votre assistance organise et prend en charge le transport aller/retour d'un proche parent désigné par le bénéficiaire pour accompagner l'enfant dans son déplacement ou si le voyage d'un proche n'est pas possible, fait accompagner l'enfant par une personne habilitée⁽¹⁾,
- **du retour au domicile en France** des animaux de compagnie** lorsque personne n'est en mesure de s'occuper d'eux. Si les animaux sont blessés, ils sont confiés au service vétérinaire le plus proche avant d'être ramené au domicile de leur propriétaire ou d'un proche par les moyens les plus appropriés,
- **en cas d'accident corporel grave ou de maladie grave affectant un membre de la famille du bénéficiaire en déplacement** (conjoint*, ascendant ou descendant, frère, sœur) votre Assistance après accord de son médecin, organise et prend en charge le transport du bénéficiaire afin de lui permettre de venir au chevet du proche en France**. Si nécessaire, votre assistance organise et prend en charge le retour du bénéficiaire sur son lieu de séjour⁽¹⁾.

Accident corporel grave : atteinte corporelle non intentionnelle de la part de la victime provenant de l'action soudaine d'une cause extérieure, constatée par un docteur en médecine et interdisant tout déplacement par ses propres moyens et comportant un traitement intensif avec en général hospitalisation pour soins.

Maladie grave : altération brutale de l'état de santé, constatée par un docteur en médecine, impliquant la cessation de toute activité professionnelle ou autre, et comportant un pronostic réservé ou une évolution longue nécessitant un traitement médical intensif avec, en général, hospitalisation pour bilans et soins.

Des renseignements pratiques, de caractère général, relatifs à l'organisation des voyages peuvent également être communiqués (formalités administratives, liaisons téléphoniques, caractéristiques économiques et climatiques...).

(1) Le déplacement s'effectue en 2° classe pour les trajets en train et en classe économique pour les trajets en avion.

** France métropolitaine ou Guadeloupe, Martinique, Guyane et Réunion

CONDITIONS D'INTERVENTION

- Les dépenses engagées sans l'accord préalable de votre Assistance, resteront, en principe, à votre charge, de même que les dépenses que vous auriez dû normalement engager en l'absence de l'événement donnant lieu à l'intervention.
- Lorsque votre Assistance organise et prend en charge un rapatriement ou un transport, il est demandé au bénéficiaire d'utiliser son titre de voyage.
- Lorsque votre Assistance a assuré à ses frais le retour du bénéficiaire, il est demandé à ce dernier d'effectuer les démarches nécessaires au remboursement de ses titres de transport non utilisés, et de reverser le montant perçu à votre Assistance, sous un délai maximum de trois mois suivant la date du retour.
- Les délais d'intervention et les prestations de votre Assistance sont fonction de la gravité de la situation locale et/ou des possibilités offertes par les infrastructures locales.

IMPORTANT : votre Assistance n'intervient pas dans les cas suivants :

- votre Assistance ne peut intervenir que dans la limite des accords donnés par les autorités locales,
 - votre Assistance ne peut en aucun cas se substituer aux organismes locaux de secours d'urgence, ni prendre en charge les frais ainsi engagés,
 - votre Assistance ne sera pas tenue d'intervenir dans les cas où le bénéficiaire aurait commis de façon volontaire un crime ou un délit au regard de la législation en vigueur dans le pays de l'évènement,
 - votre Assistance ne peut se substituer aux services publics, auxquels il doit être fait appel en priorité.
-

• Exclusions relatives aux garanties d'assistance déplacement

- Les convalescences et les affections (maladie, accident corporel*) en cours de traitement non encore consolidées,
- les maladies préexistantes diagnostiquées et/ou traitées ayant fait l'objet d'une hospitalisation dans les six mois précédant la demande d'assistance,
- les conséquences des états résultant de l'usage de drogues, stupéfiants ainsi que de l'absorption d'alcool,
- les conséquences du suicide, de la tentative de suicide et de ses complications,
- l'organisation des recherches et secours de personnes ainsi que les frais s'y rapportant, les transports de première urgence (transports primaires) à l'exception des frais d'évacuation sur piste de ski en cas d'accident corporel* lié à la pratique du ski alpin ou de fond, sur les pistes balisées et réglementées et hors compétition sportive,
- la participation du bénéficiaire en tant que concurrent à des compétitions sportives, matches, concours, rallyes, courses ou à leurs essais préparatoires,
- la participation à des paris, rixes sauf cas de légitime défense,
- toute activité avec armes à feu ou utilisation d'explosifs,
- la pratique d'un sport à titre professionnel,
- l'alpinisme de haute montagne,
- la conduite sur circuits,
- les situations à risques infectieux en contexte épidémique faisant l'objet d'une mise en quarantaine ou de mesures préventives ou de surveillance spécifique de la part des autorités sanitaires locales et/ou nationales du pays d'origine,
- les conséquences qui résulteraient de cas de force majeure* :
 - événements constitutifs de guerres civiles* ou de guerres étrangères*,
 - attentats ou d'actes de terrorisme à savoir tout acte de violence, intervenu contre des personnes et/ou des biens ayant pour but de troubler gravement l'ordre public par l'intimidation et la terreur,
 - représailles,
 - révolutions, mouvements populaires*, émeutes*,
 - grèves, saisies ou contraintes par la force publique,
 - pirateries,
 - accidents nucléaires,
 - catastrophes naturelles.

• L'accompagnement psychologique

Votre Assistance intervient lorsque vous avez subi un traumatisme psychologique qui peut avoir été occasionné notamment par un harcèlement* dont un cyber-harcèlement, un accident* de la circulation, un accident corporel*, un décès, une maladie grave, un viol ou une agression* physique, une catastrophe naturelle, un sinistre* au domicile ou pour avoir été témoin oculaire d'un acte de violence comme un attentat, ou un acte terroriste.

Dans un 1^{er} temps votre Assistance met à votre disposition un service d'écoute et d'aide psychologique par téléphone pour une consultation d'une durée moyenne de 45 minutes.

Le coût de cette consultation ainsi que les frais de téléphone sont pris en charge par votre Assistance.

Dans un 2nd temps et selon le diagnostic établi, vous pouvez bénéficier de **3 nouvelles consultations maximum** effectuées :

- soit par téléphone auprès du même psychologue,
- soit au cabinet d'un psychologue clinicien agréé, proche de votre domicile ou, sur demande, auprès d'un psychologue de votre choix.

Le coût de ces 3 nouvelles consultations est pris en charge par votre Assistance et en cas d'un suivi chez un psychologue de votre choix, votre Assistance vous rembourse sur justificatifs dans la limite de 52 € par consultation. Dans tous les cas, les frais de transport pour se rendre chez le psychologue restent à votre charge.

En Guadeloupe, Martinique, Guyane et Réunion, les consultations sont effectuées uniquement par téléphone ou, sur demande, auprès d'un psychologue de votre choix.

La prestation « Accompagnement psychologique » est limitée à 2 événements traumatisants par bénéficiaire et par année d'assurance*.

En aucun cas, il ne s'agit d'une psychothérapie par téléphone.

Les prestations s'appliquent uniquement en France mais l'événement peut avoir lieu à l'étranger.**

** France métropolitaine ou Guadeloupe, Martinique, Guyane et Réunion

Exclusions

- Tout événement antérieur à 6 mois à la demande d'assistance,
- tout suivi psychologique alors que le bénéficiaire est déjà en traitement auprès d'un psychiatre ou d'un psychologue,
- le cas d'une décompensation psychique nécessitant une hospitalisation en milieu spécialisé.

GARANTIE ASSISTANCE RELATIVE AU VÉHICULE

SON RÔLE : vous aider à résoudre les difficultés rencontrées au cours de vos déplacements avec le véhicule assuré.

UN EXEMPLE : lors d'un départ en vacances vous et votre famille êtes immobilisés à la suite d'une panne* de votre véhicule ou d'un accident* de la circulation.

Appelez le 0 980 986 986

(Appel non surtaxé - coût selon opérateur)

ou + 33 1 76 61 49 09 (si vous êtes à l'étranger)

Pour les sourds et malentendants

SMS : 06 07 33 06 85

FAX : 01 47 11 71 26

ASSISTANCE BANQUE POPULAIRE est à votre écoute 24h/24

Et avec le service SOS Constat, si vous avez besoin d'aide pour rédiger votre constat amiable, un conseiller répond en direct à vos questions.

Lors de votre appel, munissez-vous de votre mémo véhicule assuré* et de la carte grise de votre véhicule.

• Qui peut bénéficier de cette assistance ?

- Toute personne voyageant à bord du véhicule assuré pour un événement directement lié à celui-ci.

Assistance et assurance : l'intervention de votre Assistance n'implique pas automatiquement la prise en charge du sinistre* au titre des garanties d'assurance de votre contrat.

• Dans quels pays bénéficiez-vous de cette assistance et pour quelles garanties ?

En France

- si l'événement survient à plus de 50 km du domicile du bénéficiaire en cas de panne* du véhicule assuré,
- quel que soit le lieu de survenance en cas d'accident* ou de vol du véhicule assuré : pas de franchise kilométrique.

A l'étranger

- les garanties d'assistance au véhicule sont accordées dans les pays où s'appliquent les autres garanties du contrat.

• En cas de panne* ou d'accident*

Votre Assistance envoie sur place un prestataire pour dépanner ou remorquer votre véhicule et prend en charge les frais de cette intervention dans la limite de 180 €. Le remorquage s'effectue jusqu'au garage le plus proche du lieu du sinistre* ou jusqu'au garage de votre choix, apte à effectuer la réparation. Cette garantie d'assistance ne s'applique que si le remorquage n'est pas pris en charge au titre d'une autre des garanties d'assurance dommages du présent contrat. **Les réparations liées à la panne* et leurs conséquences ne sont pas couvertes par votre Assistance.**

Votre Assistance prend en charge les frais d'hébergement des bénéficiaires qui attendent sur place les réparations du véhicule immobilisé à concurrence de 50 € par jour et par personne, dans la limite de 5 jours.

Si le véhicule est jugé irréparable par BPCE IARD dans le pays étranger de survenance de la panne* ou de l'accident*, mais réparable en France pour une somme entrant dans la limite de sa valeur de remplacement*, votre Assistance peut organiser et prendre en charge son rapatriement en France.

• Après réparation du véhicule sur place

Votre Assistance met à la disposition du bénéficiaire un titre de transport pour aller reprendre possession du véhicule réparé.

• En cas de maladie ou d'accident corporel* du conducteur au cours d'un déplacement

Si le conducteur ni aucun autre passager n'est apte à conduire le véhicule en état de marche, votre Assistance organise et prend en charge la mise à disposition d'un chauffeur afin de rapatrier le véhicule jusqu'au domicile de l'assuré en France**.

• En cas d'immobilisation sur place des bénéficiaires à la suite d'un vol du véhicule, d'une panne* ou d'un accident*

Votre Assistance organise et prend en charge le rapatriement des bénéficiaires à leur domicile.

• Frais d'abandon du camping-car à l'étranger

Si la camping-car est volé et non retrouvé, ou considéré épave suite à une expertise réalisée par BPCE IARD et qu'il doit être abandonné à l'étranger, votre Assistance prend en charge les frais d'abandon, y compris la taxe douanière exigée par les autorités de certains pays étrangers pour sortir du pays sans le camping-car assuré.

Ces démarches ne pourront être effectuées qu'en cas d'autorisation écrite d'abandon du camping-car par son propriétaire.

IMPORTANT :

- en France, sur autoroutes, périphériques et voies express, seuls les prestataires missionnés par la police ou la gendarmerie sont habilités à intervenir. Vous devez les contacter à partir d'une borne d'urgence.
 - Les dépenses engagées sans l'accord préalable de votre Assistance resteront à votre charge. Il en sera de même des dépenses que vous auriez dû normalement engager en l'absence de l'événement donnant lieu à l'intervention. Votre Assistance se réserve le droit de demander au bénéficiaire tout justificatif, y compris en original, attestant du droit à la prestation demandée ou nécessaire à sa mise en œuvre. À défaut de justificatif, la prestation peut être refusée ou refacturée au bénéficiaire, sauf cas de force majeure dus à la législation du pays concerné.
-

• Exclusion

- Le véhicule, son contenu, son conducteur et ses ayants droit*, lorsque le véhicule est conduit par une personne en état d'ivresse ou sous l'empire d'un état alcoolique* ou ayant fait usage de stupéfiants*, et que le sinistre* est en relation avec cet état ou cet usage.

Cette exclusion ne s'applique pas si le conducteur est un préposé* du souscripteur à condition que ce dernier ou son représentant légal ne soit pas passager du véhicule.

** France métropolitaine ou Guadeloupe, Martinique, Guyane et Réunion

LA GARANTIE ASSISTANCE PANNE 0 KM

(en option)

SON RÔLE : vous venir en aide en cas de panne* de votre véhicule à moins de 50 kilomètres de votre domicile.

UN EXEMPLE : le jour de votre départ en vacances, votre véhicule refuse de démarrer.

Appelez le 0 980 986 986

(Appel non surtaxé - coût selon opérateur)

ou + 33 1 76 61 49 09 (si vous êtes à l'étranger)

Pour les sourds et malentendants

SMS : 06 07 33 06 85

FAX : 01 47 11 71 26

ASSISTANCE BANQUE POPULAIRE est à votre écoute 24h/24

Lors de votre appel, munissez-vous de votre mémo véhicule assuré* et de la carte grise de votre véhicule.

EN CAS DE PANNE* DE VOTRE VÉHICULE

Votre Assistance envoie sur place un prestataire pour dépanner ou remorquer votre véhicule et prend en charge les frais de cette intervention dans la limite de 180 €. Le remorquage s'effectue jusqu'au garage le plus proche du lieu du sinistre* ou jusqu'au garage de votre choix, apte à effectuer la réparation. Cette garantie d'assistance ne s'applique que si le remorquage n'est pas pris en charge au titre d'une autre des garanties d'assurance dommages du présent contrat.

Votre Assistance prend en charge les frais d'hébergement des bénéficiaires qui attendent sur place les réparations du véhicule immobilisé à concurrence de 50 € par jour et par personne, dans la limite de 5 jours.

Si le véhicule est jugé irréparable par BPCE IARD dans le pays étranger de survenance de la panne*, mais réparable en France pour une somme entrant dans la limite de sa valeur de remplacement*, votre Assistance peut organiser et prendre en charge son rapatriement en France.

EN CAS DE PANNE* DE CARBURANT OU DE DÉCHARGEMENT DE LA BATTERIE ÉLECTRIQUE

Votre Assistance organise et prend en charge le remorquage du véhicule jusqu'à la station-service ou la borne de recharge la plus proche. Les frais de cette intervention sont pris en charge dans la limite de 180 €.

EN CAS DE PERTE, DE VOL OU D'ENFERMEMENT DES CLÉS DANS VOTRE VÉHICULE

Votre Assistance prend en charge à concurrence de 180 € les frais pour acheminer le double des clés ou les frais d'intervention d'un dépanneur pour procéder à l'ouverture des portes du véhicule.

EN CAS DE CREVAISON

Si vous ne pouvez pas démonter la roue crevée ou remonter la roue de secours, votre Assistance envoie un dépanneur pour vous venir en aide ou remorquer votre véhicule. Les frais de cette intervention sont pris en charge dans la limite de 180 €.



Les dépenses engagées sans l'accord préalable de votre Assistance resteront, en principe, à votre charge. Il en sera de même des dépenses que vous auriez dû normalement engager en l'absence de l'événement donnant lieu à l'intervention. Votre Assistance se réserve le droit de demander au bénéficiaire tout justificatif, y compris en original, attestant du droit à la prestation demandée ou nécessaire à sa mise en œuvre. À défaut de justificatif, la prestation peut être refusée ou refacturée au bénéficiaire, sauf cas de force majeure dus à la législation du pays concerné.

IMPORTANT : en France, sur autoroutes, périphériques et voies express, seuls les prestataires missionnés par la police et la gendarmerie sont habilités à intervenir. Vous devez les contacter à partir d'une borne d'urgence.

• Exclusion

- Le véhicule, son contenu, son conducteur et ses ayants droit*, lorsque le véhicule est conduit par une personne en état d'ivresse ou sous l'empire d'un état alcoolique* ou ayant fait usage de stupéfiants*, et que le sinistre* est en relation avec cet état ou cet usage.

Cette exclusion ne s'applique pas si le conducteur est un préposé* du souscripteur à condition que ce dernier ou son représentant légal ne soit pas passager du véhicule.

COMMENT SEREZ-VOUS INDEMNISÉ ?

COMMENT SEREZ-VOUS INDEMNISÉ AU TITRE DES GARANTIES DOMMAGES QUE VOUS AVEZ CHOISIES ?

L'indemnité que nous verserons ne pourra pas être supérieure à la valeur des biens garantis au jour du sinistre* : c'est le principe indemnitaire défini par l'Article L 121-1 du code des assurances*.

ÉVALUATION DES DOMMAGES

Les dommages sont évalués de gré à gré ou par un expert que nous désignons afin de déterminer la nature des travaux et le montant des dommages à prendre en charge.

Vous avez la possibilité de vous faire assister par un expert de votre choix notamment lorsque vous contestez l'évaluation de vos dommages.

Si votre expert et celui que nous avons désigné ne parviennent pas à un accord, ils feront appel à un troisième et tous les trois opéreront en commun et à la majorité des voix.

Chacun prendra en charge les frais et honoraires de son expert et la moitié de ceux du troisième.

MONTANT ET LIMITES DES INDEMNITÉS

POUR LE VÉHICULE ASSURÉ

L'indemnité est égale au montant des réparations dans la limite de la valeur de remplacement* du véhicule assuré, déduction faite du prix de l'épave si le véhicule n'est pas réparé, sans pouvoir excéder la valeur déclarée sur vos conditions particulières.

REMARQUE : nous appliquons un coefficient de vétusté* pour l'indemnisation des pneumatiques, appareils audiovisuels, bâches, auvents.

• Qui est le bénéficiaire de l'indemnité ?

Le propriétaire du véhicule assuré.

• Dispositions particulières

• Garantie Vol

- Si votre véhicule est retrouvé dans un délai de 20 jours à compter de la réception de votre déclaration, vous vous engagez à en reprendre possession et l'indemnité que nous verserons, sera égale à celle indiquée ci-dessus augmentée des frais que vous aurez engagés en accord avec nous pour la récupération du véhicule, sans pouvoir excéder la valeur déclarée sur vos conditions particulières.

- Si votre véhicule n'est pas retrouvé dans le délai de 20 jours à compter de la réception de votre déclaration, nous verserons une indemnité égale à sa valeur de remplacement* sans pouvoir excéder la valeur déclarée sur vos conditions particulières. Le versement de l'indemnité entraîne de plein droit le délaissement à la société des biens retrouvés.

Cependant, si votre véhicule est retrouvé après le paiement de l'indemnité sans effraction mécanique* ou électronique* du véhicule, de ses organes de direction et de mise en route, en l'absence de circonstances justifiant l'application de la garantie Vol (effraction du garage, acte de violence à l'encontre du gardien ou du conducteur, détournement du véhicule à la suite d'un abus de confiance, appropriation du véhicule par paiement avec un faux chèque de banque), vous devrez alors nous rembourser l'indemnité déjà versée et récupérer le véhicule retrouvé.

• Garantie Bris de Glace

L'indemnité comprend la réparation des glaces ou, si celle-ci n'est pas techniquement possible, le remplacement à l'identique de l'élément brisé ainsi que les fournitures nécessaires à son remplacement et les frais de pose, déduction faite de la franchise* éventuelle.

Nous nous réservons la possibilité de recourir à une expertise pour apprécier le montant de cette indemnité.

Le règlement de l'indemnité est subordonné, sauf cession de créance, à la **présentation par l'assuré* de la facture acquittée.**

Pour un véhicule de collection, l'indemnité ne peut excéder 800 €.

En choisissant un réparateur "spécialiste bris de glace" agréé par BPCE IARD, l'assuré* n'a pas d'avance de frais à faire, nous réglons directement l'indemnité au réparateur agréé (pour en savoir plus reportez-vous au paragraphe "Le libre choix du réparateur professionnel", page 10).

• Garantie Remorquage

Le règlement est subordonné, sauf cession de créance, à la **présentation de l'original de la facture acquittée.**

• Véhicule faisant l'objet d'un contrat de crédit

Jusqu'à main levée du gage ou de l'opposition, le paiement est effectué en accord avec la Société de Crédit.

• Véhicule faisant l'objet d'un contrat de crédit-bail ou de location

Le paiement de l'indemnité est effectué en accord avec la Société de crédit-bail ou la Société de location.

En cas de perte totale (véhicule détruit ou volé et non retrouvé) :

- nous versons à la Société de crédit-bail ou de location l'indemnité d'assurance, c'est-à-dire la valeur de remplacement* du véhicule hors T.V.A. déduction faite de la valeur de l'épave.

- Si l'indemnité de résiliation due par le locataire dépasse l'indemnité d'assurance versée à la Société de crédit-bail ou de location, nous versons la différence au locataire dans la limite du montant de la T.V.A. sur la valeur de remplacement* du véhicule.

Ce règlement n'intervient qu'à titre de complément pour garantir l'assuré* contre les conséquences d'une non assurance ou d'une insuffisance d'assurance de ce véhicule et, dans ce dernier cas, dans la limite de cette insuffisance.

En aucun cas, le montant total des indemnités versées à la Société de crédit-bail ou de location, ou au locataire, ne peut excéder la valeur déclarée sur vos conditions particulières.

• Taxe sur la valeur ajoutée

Le règlement de l'indemnité sera effectué hors T.V.A. si le propriétaire a la possibilité de récupérer celle-ci ou d'en être exempté.



Pensez à garder les factures et les justificatifs des biens garantis. En cas de vol ou de dommages, vous devrez fournir tous les éléments permettant de justifier l'existence et la valeur des biens au jour du sinistre*.

POUR LES GARANTIES COMPLÉMENTAIRES CONTENU PRIVÉ, CONTENU PROFESSIONNEL

L'indemnité est égale aux frais de réparations de ou des éléments endommagés dans la limite de leur valeur de remplacement, vétusté déduite, sans pouvoir excéder le montant du capital indiqué sur vos conditions particulières pour chaque garantie complémentaire.

Par valeur de remplacement, nous entendons le prix d'un objet neuf identique ou de fabrication et de rendement identique si le remplacement par un objet neuf identique est impossible.

• Dispositions particulières

• Garantie complémentaire Contenu Professionnel

- La valeur de remplacement des matières premières, fournitures, pièces détachées, denrées et marchandises garanties, correspond à leur prix d'achat calculé sur la base du dernier cours précédant le sinistre* et majoré, s'il y a lieu, des frais de transport.
- La valeur de remplacement des objets fabriqués ou en cours de fabrication correspond à leur prix de revient, c'est-à-dire au prix des matières et produits utilisés pour leur fabrication (évalué comme ci-dessus) majoré des frais de fabrication et d'une part proportionnelle des frais généraux.

• Taxe sur la valeur ajoutée

Le règlement de l'indemnité sera effectué hors T.V.A. si le propriétaire a la possibilité de récupérer celle-ci ou d'en être exempté.

• Qui est le bénéficiaire de l'indemnité ?

Le propriétaire des biens assurés.



Pensez à garder les factures et les justificatifs des biens garantis. En cas de vol ou de dommages, vous devrez fournir tous les éléments permettant de justifier l'existence et la valeur des biens au jour du sinistre*.

LES EXCLUSIONS COMMUNES AUX GARANTIES DOMMAGES

Outre les exclusions prévues page 40, nous ne garantissons pas :

- les frais de gardiennage, sauf ceux engagés avec notre accord pour la récupération d'un véhicule volé, les frais d'acheminement à destination des objets et marchandises transportés dans le véhicule,
- les dommages antérieurs à l'événement garanti, la privation de jouissance, la dépréciation.

FRANCHISE*

Lorsque mention en est faite sur vos conditions particulières l'assuré* conserve à sa charge une franchise* pour tout sinistre* mettant en jeu les garanties :

- DOMMAGES AU VÉHICULE ASSURÉ,
- BRIS DE GLACE (la franchise* n'est pas appliquée en cas de réparation du pare-brise),
- CONTENU PRIVÉ,
- CONTENU PROFESSIONNEL,
- RESPONSABILITÉ CIVILE (franchise* spéciale lorsqu'un conducteur novice n'a pas été déclaré).

Lorsque plusieurs de ces garanties sont mises en jeu à l'occasion d'un même sinistre*, l'assuré* conserve à sa charge les franchises* correspondantes.

Nous réclamerons au responsable des dommages si celui-ci n'est pas une personne couverte par la garantie Responsabilité civile, le remboursement du montant de la franchise* proportionnellement à sa responsabilité.

LE PAIEMENT DE L'INDEMNITÉ

Sous réserve de tous les éléments nécessaires au règlement, le paiement de l'indemnité est effectué dans les 15 jours à compter de l'accord de l'assuré* ou de la décision judiciaire exécutoire.

En cas de sinistre* vol, nous nous engageons à vous présenter une offre de règlement dans un délai maximum de 20 jours à compter de la réception de la déclaration.

En cas de sinistre* mettant en jeu la garantie Catastrophes naturelles :

- dans un délai d'un mois à compter de la réception de déclaration du sinistre* ou de la date de publication de l'arrêté constatant l'état de catastrophe naturelle lorsque celle-ci est postérieure, nous informons l'assuré des modalités de mise en jeu des garanties prévues au contrat et missionnons un expert si nous le jugeons nécessaire,
- une provision sur les indemnités dues est versée à l'assuré dans les 2 mois qui suivent la date de remise de l'état estimatif des biens endommagés ou de la date de la publication de l'arrêté lorsque celle-ci est postérieure,
- une proposition d'indemnisation ou de réparation en nature est faite à l'assuré dans un délai d'un mois à compter soit de la réception de l'état estimatif des pertes transmis en l'absence d'expertise, soit de la réception du rapport d'expertise définitif,
- à compter de la réception de l'accord de l'assuré sur la proposition d'indemnisation, nous réglons l'indemnité dans un délai de 21 jours ou missionnons une entreprise de réparation dans un délai d'un mois.

En cas de non-respect de ces délais et sauf cas fortuit ou de force majeure* ou non-respect par l'assuré de ses obligations, l'indemnité due porte intérêt, à compter de l'expiration de ces délais, au taux d'intérêt légal.

Nous renonçons à l'application de la règle proportionnelle prévue à l'Article L 121-5 du code des assurances* lorsque les capitaux que vous avez souscrits sont insuffisants.

LA SUBROGATION

Après règlement des indemnités dues au titre des garanties choisies, nous sommes subrogés dans les droits et actions de l'assuré* pour agir contre le responsable des dommages, c'est-à-dire que nous disposons auprès du responsable d'une action en remboursement des indemnités que nous avons versées à l'assuré*.

Si du fait de l'assuré*, la subrogation ne peut pas s'opérer en notre faveur, nous serons déchargés de tout ou partie de notre garantie.

LES EXCLUSIONS COMMUNES À TOUTES LES GARANTIES DU CONTRAT

VOTRE CONTRAT NE GARANTIT JAMAIS

Les dommages causés par :

- la faute intentionnelle ou dolosive de l'assuré* au sens de l'article L113-1 du code des assurances,
- les secousses, les séismes et les tremblements de terre, les éruptions volcaniques, les raz de marée, les tsunamis, les éruptions solaires, les glissements ou affaissements de terrain, les éboulements, les impacts de météorites, comètes, astéroïdes et poussières cosmiques sauf si ces événements sont qualifiés de catastrophes naturelles (cf. clause page 58),
- une guerre étrangère*, une guerre civile*.

Les dommages subis par :

- le véhicule, son contenu, son conducteur et ses ayants droit*, lorsque le véhicule est conduit par une personne en état d'ivresse ou sous l'empire d'un état alcoolique* ou ayant fait usage de stupéfiants*, et que le sinistre* est en relation avec cet état ou cet usage,
- le véhicule, son contenu et son conducteur lorsque celui-ci est condamné pour refus de se soumettre :
 - aux épreuves de dépistage de l'imprégnation alcoolique*, ou aux vérifications destinées à établir la preuve de l'état alcoolique*,
 - aux épreuves de dépistage ou aux vérifications destinées à établir la preuve de la prise de stupéfiants*.

Les deux exclusions précédentes ne s'appliquent pas aux dommages subis par le véhicule et son contenu si le conducteur est un préposé* du souscripteur à condition que ce dernier ou son représentant légal ne soit pas passager du véhicule,

- le véhicule, son contenu, son conducteur et ses ayants droit* lorsque les passagers ne sont pas transportés dans les conditions de sécurité prévues page 14,
- le véhicule, son contenu, son conducteur et ses ayants droit* lorsque la carte grise du véhicule a été retirée par les autorités administratives compétentes,
- le véhicule, son contenu, son conducteur et ses ayants droit* lorsqu'il s'agit d'un transport de personnes à titre onéreux et que vous n'avez pas souscrit l'usage "TAXI",
- le véhicule, son contenu, son conducteur et ses ayants droit* lorsque le véhicule assuré est utilisé par un tiers* dans le cadre d'une location lors de la survenance du dommage,
- le véhicule, son contenu, son conducteur et ses ayants droit* lorsque le véhicule transporte des sources de rayonnements ionisants destinées à être utilisées hors d'une installation nucléaire, dès lors que lesdites sources auraient provoqué ou aggravé le sinistre*,
- le véhicule, son contenu, son conducteur et ses ayants droit* lorsque le véhicule transporte des matières inflammables, explosives, corrosives ou comburantes, ayant provoqué ou aggravé le sinistre* ; toutefois la non garantie ne saurait être invoquée du chef de transports d'huiles, d'essences minérales ne dépassant pas 500 kg ou 600 litres y compris l'approvisionnement de carburant liquide ou gazeux nécessaire au moteur,
- le véhicule, son contenu, son conducteur et ses ayants droit* au cours d'épreuves, courses ou compétitions ou leurs essais, soumis par la réglementation en vigueur à l'autorisation préalable des Pouvoirs Publics,
- le véhicule, son contenu, son conducteur et ses ayants droit* lorsqu'ils résultent des effets d'une cyberattaque* ou d'un virus informatique*.

LE CONDUCTEUR DU VÉHICULE ASSURÉ

LE CONDUCTEUR DU VÉHICULE ASSURÉ

Il doit être titulaire du permis de conduire en état de validité conforme à la réglementation en vigueur, au type de véhicule utilisé et à la nature du transport pour conduire le véhicule assuré, et il doit respecter les conditions restrictives éventuellement mentionnées sur ce permis.

Cependant, nous accorderons nos garanties si le permis de conduire n'est pas valide pour des raisons tenant au lieu ou à la durée de résidence du conducteur qui nous a été déclaré lors de la souscription ou du renouvellement du contrat.

Si ces conditions ne sont pas réunies, les garanties souscrites ne seront pas acquises à l'assuré* en cas de sinistre*.

- Toutefois, nous serons tenus d'indemniser les victimes ou leurs ayants droit au titre de la garantie Responsabilité civile. Cependant nous exercerons contre le(s) responsable(s) du sinistre* une action en remboursement de toutes les sommes versées, sauf si la non validité du permis de conduire concerne les conditions restrictives autres que celles relatives aux catégories de véhicule.
- Dans tous les cas nous ne verserons pas d'indemnité pour toutes les autres garanties souscrites.

EXTENSIONS

Bien que les conditions prévues au paragraphe précédent, tenant au permis et à l'âge du conducteur ne soient pas réunies, nous accordons les garanties souscrites à l'assuré* lorsque le véhicule assuré :

- **est conduit par un conducteur dans le cadre de l'apprentissage anticipé à la conduite (A.A.C.), de la conduite supervisée, de la conduite encadrée à condition que le conducteur et l'accompagnateur qui participent à ces apprentissages :**
 - respectent la réglementation applicable en la matière,
 - nous aient préalablement déclaré participer à cette formation.
- **est conduit par une personne handicapée utilisant un véhicule assuré adapté à son infirmité :**
 - au cours des leçons de conduite données par un professionnel de l'enseignement de la conduite,
 - lors des épreuves du permis de conduire.

L'utilisation du véhicule assuré dans ces circonstances doit nous être préalablement déclarée.

- **est conduit par une personne :**
 - l'ayant induit en erreur sur l'existence ou la validité de son permis de conduire si la preuve en est rapportée.
- **est conduit par une personne titulaire d'un permis militaire :**
 - toutefois le permis militaire ne sera considéré valable que pendant sa période de conversion et pour la catégorie de véhicule pour laquelle il a été délivré.

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

Conduite du véhicule par un conducteur novice non désigné

Lorsque le véhicule assuré est occasionnellement conduit par un conducteur novice et que vous ne l'avez pas désigné, l'assuré* supporte, en cas de sinistre* dont la responsabilité n'est pas entièrement imputable à un tiers*, une franchise* dont le montant est indiqué sur vos conditions particulières.

Cette franchise* affecte la garantie Responsabilité civile et la garantie Dommages tous accidents. Elle s'applique en priorité sur la garantie Dommages tous accidents lorsque l'une de celles-ci a été souscrite.

Par dérogation nous considérons que ne sont jamais des conducteurs novices les associés ou préposés* du souscripteur agissant exclusivement dans le cadre de l'activité professionnelle.

LA VIE DU CONTRAT

LA VIE DU CONTRAT : CONCLUSION, PRISE D'EFFET, RÉSILIATION

- **Quand le contrat est-il conclu ?**

Dès que nous avons accepté votre proposition d'assurance.

- **Quand les garanties prennent-elles effet ?**

À la date indiquée sur les conditions particulières.

- **Quelle est la durée du contrat ?**

Le contrat est conclu jusqu'au 31 décembre de l'année de souscription avec tacite reconduction annuelle, ce qui signifie qu'il est automatiquement renouvelé à l'échéance*.

La tacite reconduction ne peut en aucun cas être supérieure à une année.

Il peut être mis fin à cette tacite reconduction (se reporter au tableau des modalités de résiliation).

La date d'échéance de votre contrat est le 1^{er} janvier à 00h00.

- **Quand le contrat prend-il fin ?**

Le contrat peut prendre fin soit par consentement mutuel, soit unilatéralement dans les cas prévus par la loi et tout particulièrement par le code des assurances*. Dans certains cas, le contrat peut prendre fin de plein droit.

Si nous sommes à l'origine de la résiliation, nous vous adresserons une lettre recommandée à la dernière adresse que vous nous avez déclarée.

Si vous êtes à l'origine de la résiliation, votre demande doit nous être notifiée par déclaration auprès de nos conseillers (en agence ou par téléphone) ou par lettre ou support durable.

Dans tous les cas, nous vous confirmerons par écrit la réception de votre demande de résiliation.

• Quels sont les cas et les modalités de résiliation ?

Événement	Qui peut résilier ?	Sur quelle base ?	Quand le contrat prend-il fin ?	Observations
Échéance* annuelle	Vous	Art. L 113-12 alinéa 2 du code des assurances*	À l'échéance* annuelle (le 1 ^{er} janvier à 00h00)	Préavis de 2 mois, la résiliation de votre contrat doit nous être notifiée au plus tard le 31 octobre par déclaration auprès de nos conseillers (en agence ou par téléphone) ou par lettre ou support durable.
	Nous	Art. L 113-12, alinéa 3 et 4 du code des assurances*		Préavis de 2 mois : la lettre recommandée doit être envoyée au plus tard le 31 octobre.
Envoi de l'avis d'échéance rappelant la date limite pour résilier le contrat à échéance*	Vous	Art. L 113-15-1, alinéa 1 du code des assurances*	À l'échéance* annuelle (le 1 ^{er} janvier à 00h00)	Pour les contrats à tacite reconduction couvrant les personnes physiques en dehors de leurs activités professionnelles : la date limite d'exercice du droit à résiliation à échéance* doit être rappelée au souscripteur avec chaque avis d'échéance annuelle de prime. Lorsque cet avis lui est adressé moins de 15 jours avant cette date, l'assuré* est informé avec cet avis qu'il dispose d'un délai de 20 jours suivant la date d'envoi de cet avis pour dénoncer la reconduction.
	Vous	Art. L 113-15-1, alinéa 2 du code des assurances*	Le lendemain de l'envoi de la notification de la résiliation à l'assureur	Lorsque le contrat a été reconduit sans que l'assureur ait adressé un avis d'échéance annuelle rappelant la date limite pour résilier le contrat, le souscripteur peut mettre un terme au contrat à tout moment, par déclaration auprès de nos conseillers (en agence ou par téléphone) ou par lettre ou support durable.
À tout moment, sans frais ni pénalité (à l'expiration d'un délai d'un an à compter de la première souscription du contrat)	Vous	Art. L 113-15-2 du code des assurances*	Un mois après que l'assureur en a reçu notification	C'est le nouvel assureur qui doit effectuer pour votre compte les formalités nécessaires à l'exercice du droit de résiliation. Cette faculté est réservée aux contrats d'assurance couvrant les personnes physiques en dehors de leurs activités professionnelles.
Hausse de tarif (autre que légale)	Vous	Contractuelle (conditions générales) Reportez-vous à "Que se passe-t-il en cas de majoration de cotisation ?"	Un mois après notification à l'assureur	Vous disposez d'un délai de 30 jours pour résilier le contrat. La résiliation de votre contrat doit nous être notifiée par déclaration auprès de nos conseillers (en agence ou par téléphone) ou par lettre ou support durable.
Changement de domicile	Vous	Art. L 113-16, R 113-6 du code des assurances*	Un mois après notification à l'autre partie	Le contrat d'assurance peut être résilié par chacune des parties lorsqu'il a pour objet la garantie de risques en relation directe avec la situation antérieure et qui ne se retrouvent pas dans la situation nouvelle. La notification doit indiquer la nature et la date de l'événement invoqué et donner toutes précisions de nature à établir que la résiliation est en relation directe avec ledit événement. La résiliation de votre contrat doit nous être notifiée par déclaration auprès de nos conseillers (en agence ou par téléphone) ou par lettre ou support durable. Lorsque cet événement est constitué ou constaté par une décision juridictionnelle ou lorsqu'il ne peut en être déduit d'effets juridiques qu'après une homologation ou un exequatur, la date retenue est celle à laquelle cet acte juridictionnel est passé en force de chose jugée. La résiliation ne peut intervenir que dans les 3 mois suivant la date de l'événement.
Changement de situation matrimoniale				
Changement de régime matrimonial				
Changement de profession				
Retraite professionnelle				
Cessation définitive d'activité professionnelle				
	Nous			Le contrat d'assurance peut être résilié par chacune des parties lorsqu'il a pour objet la garantie de risques en relation directe avec la situation antérieure et qui ne se retrouvent pas dans la situation nouvelle. La notification doit indiquer la nature et la date de l'événement invoqué et donner toutes précisions de nature à établir que la résiliation est en relation directe avec ledit événement. Lettre recommandée avec AR. La résiliation ne peut intervenir que dans les 3 mois suivant la date de l'événement.

Événement	Qui peut résilier ?	Sur quelle base ?	Quand le contrat prend-il fin ?	Observations
Transfert de propriété d'un véhicule à moteur	Vous	Art. L121-11 du code des assurances*	10 jours après notification à l'autre partie	Le contrat est suspendu de plein droit le lendemain à 00h00 du jour du transfert de propriété. Il peut alors être résilié par vous. La résiliation de votre contrat doit nous être notifiée par déclaration auprès de nos conseillers (en agence ou par téléphone) ou par lettre ou support durable. Votre notification doit préciser la date du transfert de propriété.
	Nous			Le contrat est suspendu de plein droit le lendemain à 00h00 du jour du transfert de propriété. Il peut alors être résilié par lettre recommandée.
	Résiliation de plein droit		6 mois à compter du transfert de propriété	À défaut de remise en vigueur du contrat par accord des parties ou de résiliation à l'initiative de l'une d'elles, la résiliation intervient de plein droit six mois après le transfert de propriété.
Décès de l'assuré*	L'héritier	Art. L 121-10 du code des assurances*	Dès notification à l'assureur	En cas de décès de l'assuré*, les garanties continuent de plein droit à être accordées aux héritiers. La résiliation du contrat doit nous être notifiée par déclaration auprès de nos conseillers (en agence ou par téléphone) ou par lettre ou support durable.
	Nous		10 jours après la notification à l'assuré*	Nous disposons d'un délai de 3 mois pour résilier à partir du jour où l'héritier a demandé le transfert du contrat à son nom.
Perte totale du bien assuré à la suite d'un événement non garanti	De plein droit	Art. L 121-9 du code des assurances*	Date de la perte	
Réquisition de la propriété du bien assuré	De plein droit	Art. L 160-6 du code des assurances*	Date de dépossession du bien	Vous pouvez obtenir de nous de substituer à la résiliation la suspension du contrat.
Redressement ou liquidation judiciaire de l'assuré* (procédure ouverte à compter du 1^{er} janvier 2006)	L'administrateur peut maintenir le contrat ou y mettre fin	Art. L 622-13 du code de commerce	Résiliation par l'administrateur : dès notification à l'assureur	
Non paiement de cotisation	Nous	Art. L 113-3 du code des assurances*	10 jours après la suspension	Reportez-vous à "Que se passe-t-il en cas de non paiement de cotisation ?"
En cas de vol du véhicule	Vous et nous		Au plus tard 30 jours après la déclaration de vol aux autorités	
Omission ou inexactitude dans la déclaration du risque, à la souscription ou en cours de contrat (non intentionnelle)	Nous	Art. L 113-9 du code des assurances*	10 jours après notification	Lettre recommandée. Reportez-vous à "Quelles sont les conséquences du non respect de vos obligations de déclarer ?" En cas de réticence ou de fausse déclaration intentionnelle, le contrat sera nul et les primes demeureront acquises (art. L113-8 du code des assurances*).
Diminution du risque	Vous	Art. L 113-4, alinéa 4 du code des assurances*	30 jours après la dénonciation	Vous avez la faculté de résilier votre contrat lorsque nous refusons de diminuer le montant de la cotisation à la suite de la diminution du risque. La résiliation de votre contrat doit nous être notifiée par déclaration auprès de nos conseillers (en agence ou par téléphone) ou par lettre ou support durable.
Aggravation du risque	Nous	Art. L 113-4 du code des assurances*	10 jours après notification à l'assuré*	Lettre recommandée. Reportez-vous à "Que devez-vous nous déclarer ? – En cours de contrat".
Survenance d'un sinistre*	Nous	Art. 211-1-1, Art. 211-1-2 du code des assurances*	Un mois après que nous vous l'ayons notifié	Lettre recommandée. Le contrat peut être résilié, après sinistre*, par l'assureur, avant sa date d'expiration normale, si le sinistre* a été causé par un conducteur en état d'imprégnation alcoolique ou sous l'emprise de stupéfiants* ou si le sinistre* a été causé par infraction au code de la route entraînant une décision judiciaire ou administrative de suspension du permis de conduire d'au moins un mois, ou une décision d'annulation de ce permis.

Événement	Qui peut résilier ?	Sur quelle base ?	Quand le contrat prend-il fin ?	Observations
Résiliation par l'assureur d'un contrat après sinistre*	Vous	Art. A 211-1-2, Art. R 113-10 du code des assurances*	Un mois après notification à l'assureur	Lorsque le contrat prévoit la faculté, pour l'assureur, de résiliation après sinistre*, il doit également reconnaître le droit à l'assuré* de résilier tous ses autres contrats d'assurance (souscrits auprès du même assureur). La résiliation de votre contrat doit nous être notifiée par déclaration auprès de nos conseillers (en agence ou par téléphone) ou par lettre ou support durable.
Démarchage à domicile ou sur le lieu de travail	Vous	Art. L 112-9 du code des assurances*	À compter de la date de réception par l'assureur de la lettre recommandée	Lettre recommandée ou lettre recommandée électronique avec accusé de réception. Reportez-vous à "Démarchage à domicile ou sur le lieu de travail".
Retrait d'agrément de l'assureur	De plein droit	Art. L 326-12 du code des assurances*	40 jours à compter de la publication au Journal Officiel du retrait d'agrément	
Transfert de portefeuille de l'assureur	Vous	Art. L 324-1 alinéa 8 du code des assurances*	Dès notification à l'assureur	La résiliation doit intervenir dans le délai d'un mois à compter de la date de publication au Journal Officiel de l'arrêté de transfert. La résiliation de votre contrat doit nous être notifiée par déclaration auprès de nos conseillers (en agence ou par téléphone) ou par lettre ou support durable.
Liquidation judiciaire de l'assureur	De plein droit	Art. L 113-6 du code des assurances*	40 jours à compter de la publication au Journal Officiel du retrait d'agrément	

• Vente à distance

Les informations qui vous ont été données à l'occasion de la vente à distance de votre contrat revêtent un caractère commercial et sont valables jusqu'au 31 décembre de l'exercice en cours.

Vous ne bénéficiez pas d'un droit à renonciation en cas de souscription d'un contrat à distance.

• Démarchage à domicile ou sur le lieu de travail

Toute personne physique qui fait l'objet d'un démarchage à son domicile, à sa résidence ou sur son lieu de travail, même à sa demande, et qui signe dans ce cadre une proposition d'assurance ou un contrat à des fins qui n'entrent pas dans le cadre de son activité commerciale ou professionnelle, a la faculté d'y renoncer par lettre recommandée ou lettre recommandée électronique avec demande d'avis de réception pendant le délai de quatorze jours calendaires révolus à compter du jour de la conclusion du contrat, sans avoir à justifier de motifs ni à supporter de pénalités.

L'exercice du droit de renonciation dans les délais entraîne la résiliation du contrat à compter de la date de réception de la lettre recommandée ou lettre recommandée électronique.

Dès lors qu'il a connaissance d'un sinistre* mettant en jeu la garantie du contrat, le souscripteur ne peut plus exercer ce droit de renonciation.

Vous devez adresser votre demande de renonciation à l'adresse suivante : BPCE IARD - BP 8410 - 79024 NIORT CEDEX 09.

Cette demande intégrera la phrase suivante : « Je soussigné (vos nom et prénom) exerce mon droit de renonciation prévu par l'article L.112-9 du code des assurances* pour mon contrat « auto » numéro (indiquer le numéro inscrit sur vos conditions particulières), concernant mon véhicule (marque, modèle, immatriculation) souscrit le (date de souscription du contrat) ».

VOTRE DÉCLARATION DU RISQUE

QUE DEVEZ-VOUS NOUS DÉCLARER ?

• À la souscription

Pour nous permettre d'apprécier le risque et calculer la cotisation, vous devez répondre avec précision aux questions posées.

Vos déclarations sont retranscrites sur la proposition et les conditions particulières.

• En cours de contrat

Vous devez déclarer les circonstances nouvelles qui ont pour conséquence soit d'aggraver les risques, soit d'en créer de nouveaux et rendent de ce fait inexacts ou caduques les réponses faites par vous lors de la souscription et/ou lors de la dernière modification.

Cette déclaration doit être faite par lettre recommandée ou lettre recommandée électronique dans un délai de quinze jours à partir du moment où vous en avez connaissance.

- Si la modification diminue le risque votre cotisation pourra être réduite. Si ce n'est pas le cas vous pourrez résilier votre contrat (voir paragraphe La cotisation/que devient votre cotisation après résiliation ?).
- Si la modification aggrave le risque, nous pouvons :
 - vous proposer une nouvelle cotisation. Si vous ne donnez pas suite ou si vous refusez dans un délai de 30 jours à compter de notre proposition, nous pouvons résilier votre contrat au terme de ce délai,
 - résilier votre contrat avec un préavis de 10 jours (voir paragraphe La cotisation/que devient votre cotisation après résiliation ?).

Toutefois, l'assureur ne peut plus se prévaloir de l'aggravation des risques quand, après en avoir été informé de quelque manière que ce soit, il a manifesté son consentement au maintien de l'assurance, spécialement en continuant à recevoir les primes ou en payant, après un sinistre*, une indemnité.

• Quels sont les usages ?

Promenade et Trajet-Travail

Le véhicule peut être utilisé pour des déplacements d'ordre privé et pour le trajet aller et retour du domicile au lieu de travail.

Retraite

Vous avez plus de 55 ans et n'exercez aucune activité professionnelle : votre véhicule peut être utilisé uniquement pour des déplacements d'ordre privé

Affaires et promenade

Le véhicule assuré peut être utilisé pour des déplacements d'ordre privé ou professionnel (à l'exception des véhicules nécessitant l'usage "Tous Déplacements"). **Est exclu le transport public de marchandises.**

Tous déplacements

Le véhicule assuré peut être utilisé pour l'une des professions suivantes : auto-école, démarcheur et courtier, représentant, visiteur médical, soins à domicile (infirmier, ...). **Est exclu le transport public de marchandises.**

Taxi

Vous possédez les agréments nécessaires pour que le véhicule assuré soit utilisé pour des transports de personnes à titre onéreux (taxi, véhicule de tourisme avec chauffeur, transports d'écoliers).

Loisirs

Le véhicule peut être utilisé uniquement pour vos loisirs. Cet usage est réservé aux véhicules de collection.

QUE SE PASSE-T-IL EN CAS DE PLURALITÉ D'ASSURANCES ?

Si vous êtes assuré auprès d'un ou plusieurs autres assureurs pour les risques que nous garantissons, vous devez nous faire connaître leur identité.

Lorsque notre garantie intervient en complément de celles accordées par d'autres assurances, les montants applicables sont réduits du montant des sommes réglées ou à régler par ces autres assurances.

En cas de sinistre*, et quelle que soit la date à laquelle a été souscrit chacun de ces contrats, vous pouvez demander à être indemnisé par l'assureur de votre choix.

Quand plusieurs assurances contre un même risque sont contractées de manière dolosive ou frauduleuse, les sanctions prévues à l'article L. 121-3, premier alinéa, sont applicables.

QUELLES SONT LES CONSÉQUENCES DU NON RESPECT DE VOS OBLIGATIONS DE DÉCLARER ?

Vous vous exposez aux sanctions prévues par les articles L 113-8 et L 113-9 du code des assurances*.

- **En cas de réticence ou de fausse déclaration intentionnelle votre contrat est réputé n'avoir jamais existé (nullité du contrat)**
Les cotisations payées nous sont acquises et les cotisations échues nous sont dues à titre de dommages et intérêts.
Si nous avons payé des indemnités au titre de ce contrat, vous devrez nous les rembourser.
- **En cas d'omission ou de déclaration inexacte non intentionnelle constatée avant sinistre*, nous pouvons :**
 - soit vous proposer une nouvelle cotisation. Si vous ne donnez pas suite ou si vous refusez dans un délai de 30 jours à compter de notre proposition, nous pouvons résilier votre contrat au terme de ce délai.
 - soit résilier votre contrat avec un préavis de 10 jours.
- **En cas d'omission ou de déclaration inexacte non intentionnelle constatée après sinistre***
L'indemnité est réduite en proportion du taux de la cotisation payée par rapport au taux de la cotisation qui aurait été due si vous aviez complètement et exactement déclaré le risque.

Ces sanctions découlent du code des assurances* :

Article L113-8 du code des assurances

Indépendamment des causes ordinaires de nullité, et sous réserve des dispositions de l'article L. 132-26, le contrat d'assurance est nul en cas de réticence ou de fausse déclaration intentionnelle de la part de l'assuré, quand cette réticence ou cette fausse déclaration change l'objet du risque ou en diminue l'opinion pour l'assureur, alors même que le risque omis ou dénaturé par l'assuré a été sans influence sur le sinistre.

Les primes payées demeurent alors acquises à l'assureur, qui a droit au paiement de toutes les primes échues à titre de dommages et intérêts.

Les dispositions du second alinéa du présent article ne sont pas applicables aux assurances sur la vie.

Article L113-9 du code des assurances

L'omission ou la déclaration inexacte de la part de l'assuré dont la mauvaise foi n'est pas établie n'entraîne pas la nullité de l'assurance.

Si elle est constatée avant tout sinistre, l'assureur a le droit soit de maintenir le contrat, moyennant une augmentation de prime acceptée par l'assuré, soit de résilier le contrat dix jours après notification adressée à l'assuré par lettre recommandée, en restituant la portion de la prime payée pour le temps où l'assurance ne court plus.

Dans le cas où la constatation n'a lieu qu'après un sinistre, l'indemnité est réduite en proportion du taux des primes payées par rapport au taux des primes qui auraient été dues, si les risques avaient été complètement et exactement déclarés.

LA COTISATION

La cotisation est le prix des garanties pour assurer le risque déclaré.

Le montant de votre cotisation, établi en fonction de vos déclarations, de la nature et du montant des garanties souscrites est indiqué sur vos conditions particulières puis chaque année sur l'avis d'échéance.

La cotisation TTC peut être réglée en paiement annuel, l'échéance de paiement est alors fixée au 1^{er} janvier.

Dans le cas d'un règlement annuel, si vous avez souscrit au prélèvement automatique, votre cotisation contrat TTC inclut une remise de 1 %.

La cotisation TTC peut être réglée en plusieurs fois :

- paiement semestriel, les échéances de paiement sont fixées au 1^{er} janvier et au 1^{er} juillet,
- paiement trimestriel, les échéances de paiement sont fixées au 1^{er} janvier, 1^{er} avril, 1^{er} juillet et 1^{er} octobre,
- paiement mensuel en 10 fois, de janvier à octobre,
- paiement mensuel en 12 fois, de janvier à décembre.

Lorsque vous souhaitez payer le montant de votre cotisation selon une périodicité de paiement autre qu'annuelle, les frais mentionnés au tableau ci-après sont appliqués.

Les frais de fractionnement sont révisables chaque année. En cas d'évolution à la hausse de ces frais, vous en êtes tenu informé sur votre avis d'échéance. Si vous n'acceptez pas cette majoration, vous pouvez, dans les trente jours où elle a été portée à votre connaissance, résilier votre contrat. Reportez-vous à « Quels sont les cas et les modalités de résiliation ? ».

QUAND DOIT-ELLE ÊTRE PAYÉE ?

Dès la souscription de votre contrat, vous êtes redevable du prorata de cotisation allant de la prise d'effet jusqu'à la prochaine échéance* annuelle.

Vous recevez votre calendrier de paiement, qui vous précise, selon le fractionnement choisi, les montants et dates d'échéance de paiement de l'année en cours.

Puis à chaque échéance* annuelle, fixée au 1^{er} janvier, vous recevez votre avis d'échéance précisant les montants et dates des échéances de la nouvelle année.

	Les frais de fractionnement inclus dans la cotisation TTC ⁽¹⁾
Paiement annuel de vos cotisations	remise de 1%
Paiement semestriel de vos cotisations	0 %
Paiement trimestriel de vos cotisations	2 %
Paiement mensuel de vos cotisations (10 ou 12 fois)	2 %
(1) Par exemple en cas de paiement mensuel en 12 fois, si le tarif annuel TTC de votre contrat est de 250 €, le montant des frais inclus dans votre cotisation est : $(250 - 250 / 1,02) = 5 \text{ €}$	

QUE SE PASSE-T-IL EN CAS DE NON PAIEMENT ?

À défaut de paiement d'une cotisation ou d'une fraction de cotisation dans les 10 jours qui suivent son échéance, nous adressons, à votre dernier domicile connu, **une lettre recommandée dont les frais liés à l'envoi sont à votre charge** et qui, sauf paiement entre-temps :

- suspend les garanties à l'expiration d'un délai de 30 jours,
- résilie le contrat à l'expiration d'un délai supplémentaire de 10 jours.

Même si le contrat est suspendu pour non-paiement d'une cotisation, vous devez payer les cotisations venant ultérieurement à échéance.

En cas de résiliation, nous conservons, à titre d'indemnité, la part de cotisation relative à la période comprise entre le jour de la résiliation et celui de la prochaine échéance. Toutefois, cette part de cotisation ne peut être supérieure à 6 mois de cotisations.

Le contrat non résilié reprend ses effets le lendemain à midi du jour où nous avons reçu le règlement de l'intégralité des sommes dont vous nous êtes redevables.

Si vous ne réglez pas votre cotisation ou fraction de cotisation dans les 10 jours de son échéance, toutes les fractions non encore payées du semestre civil en cours deviennent immédiatement exigibles si vous payez en 2, 4, 10 ou 12 fois. Et si vous aviez souscrit au prélèvement automatique, celui-ci est annulé.

QUE SE PASSE-T-IL EN CAS DE MAJORATION DE COTISATION ?

Vous en êtes informé par votre avis d'échéance.

QUELS SONT VOS DROITS ?

- L'augmentation est imposée par voie législative ou réglementaire : elle n'ouvre droit ni à contestation ni à résiliation.
- L'augmentation est décidée par l'assureur : si vous n'acceptez pas cette majoration vous pouvez, dans les 30 jours où elle a été portée à votre connaissance, résilier votre contrat.

Votre garantie est maintenue aux conditions antérieures jusqu'à la résiliation qui prend effet un mois après que vous nous ayez notifié votre demande par déclaration auprès de nos conseillers (en agence ou par téléphone) ou par lettre ou support durable.

QUE DEVIENT VOTRE COTISATION APRÈS RÉSILIATION ?

Si votre contrat est résilié au cours d'une période d'assurance, nous vous remboursons la portion de cotisation afférente à la période postérieure à la résiliation, **sauf lorsqu'elle résulte du non paiement de la cotisation ou de la nullité de votre contrat.**

GARANTIE ASSISTANCE AUX PERSONNES

S'ajoute au tarif annuel, la cotisation de la garantie « Assistance aux personnes ».

Cette garantie, incluse dans votre contrat, est facturée indépendamment et une seule fois par an quel que soit le nombre de contrats souscrits contenant cette garantie.

LE TRAITEMENT DES RÉCLAMATIONS

Une réclamation ?

Rapprochez-vous de votre conseiller. Il analysera avec vous l'origine du problème et mettra tout en œuvre pour vous apporter une réponse dans les meilleurs délais.

Si votre réclamation est formulée à l'oral et que vous n'obtenez pas entière satisfaction, vous serez invité à la formaliser sur un support écrit.

Vous recevrez un accusé de réception sous 10 jours ouvrables maximum à compter de l'envoi de votre réclamation écrite sauf si une réponse vous est apportée dans ce délai.

Nous nous engageons à vous apporter une réponse écrite dans un délai maximum de 2 mois à compter de l'envoi de votre réclamation écrite.

En tout état de cause, 2 mois après l'envoi de votre première réclamation écrite, que nous y ayons ou non répondu, vous pouvez saisir gratuitement le Médiateur de l'assurance :

- Sur le site www.mediation-assurance.org. Vous disposez d'un formulaire en ligne « Je saisis le médiateur » ;
- Par courrier, à l'adresse suivante : La Médiation de l'Assurance - TSA 50110 - 75441 PARIS CEDEX 09.

Vous disposez d'un délai d'un an à compter de votre réclamation écrite pour saisir le Médiateur de l'assurance.

Dans tous les cas, vous conservez la faculté de saisir le tribunal compétent.

LA PRESCRIPTION

Règles spéciales applicables aux assurances de dommages non maritimes et aux assurances de personnes.

ARTICLE L114-1 DU CODE DES ASSURANCES*

Toutes actions dérivant d'un contrat d'assurance sont prescrites par deux ans à compter de l'événement qui y donne naissance.

Par exception, les actions dérivant d'un contrat d'assurance relatives à des dommages résultant de mouvements de terrain consécutifs à la sécheresse-réhydratation des sols, reconnus comme une catastrophe naturelle dans les conditions prévues à l'article L.125-1, sont prescrites par cinq ans à compter de l'événement qui y donne naissance.

Toutefois, ce délai ne court :

1° en cas de réticence, omission, déclaration fausse ou inexacte sur le risque couru, que du jour où l'assureur en a eu connaissance ;

2° en cas de sinistre, que du jour où les intéressés en ont eu connaissance, s'ils prouvent qu'ils l'ont ignoré jusque-là.

Quand l'action de l'assuré contre l'assureur a pour cause le recours d'un tiers, le délai de la prescription ne court que du jour où ce tiers a exercé une action en justice contre l'assuré ou a été indemnisé par ce dernier.

La prescription est portée à dix ans dans les contrats d'assurance sur la vie lorsque le bénéficiaire est une personne distincte du souscripteur et, dans les contrats d'assurance contre les accidents atteignant les personnes, lorsque les bénéficiaires sont les ayants droit de l'assuré décédé.

Pour les contrats d'assurance sur la vie, notwithstanding les dispositions du 2°, les actions du bénéficiaire sont prescrites au plus tard trente ans à compter du décès de l'assuré.

ARTICLE L114-2 DU CODE DES ASSURANCES*

La prescription est interrompue par une des causes ordinaires d'interruption de la prescription et par la désignation d'experts à la suite d'un sinistre. L'interruption de la prescription de l'action peut, en outre, résulter de l'envoi d'une lettre recommandée ou d'un envoi recommandé électronique, avec accusé de réception adressée par l'assureur à l'assuré en ce qui concerne l'action en paiement de la prime et par l'assuré à l'assureur en ce qui concerne le règlement de l'indemnité.

ARTICLE L114-3 DU CODE DES ASSURANCES*

Par dérogation à l'article 2254 du code civil, les parties au contrat d'assurance ne peuvent, même d'un commun accord, ni modifier la durée de la prescription, ni ajouter aux causes de suspension ou d'interruption de celle-ci.

Causes ordinaires d'interruption de la prescription

Article 2240 du code civil

La reconnaissance par le débiteur du droit de celui contre lequel il prescrivait interrompt le délai de prescription.

Article 2241 du code civil

La demande en justice, même en référé, interrompt le délai de prescription ainsi que le délai de forclusion. Il en est de même lorsqu'elle est portée devant une juridiction incompétente ou lorsque l'acte de saisine de la juridiction est annulé par l'effet d'un vice de procédure.

Article 2242 du code civil

L'interruption résultant de la demande en justice produit ses effets jusqu'à l'extinction de l'instance.

Article 2243 du code civil

L'interruption est non avenue si le demandeur se désiste de sa demande ou laisse périmer l'instance, ou si sa demande est définitivement rejetée.

Article 2244 du code civil

Le délai de prescription ou le délai de forclusion est également interrompu par une mesure conservatoire prise en application du code des procédures civiles d'exécution ou un acte d'exécution forcée.

Article 2245 du code civil

L'interpellation faite à l'un des débiteurs solidaires par une demande en justice ou par un acte d'exécution forcée ou la reconnaissance par le débiteur du droit de celui contre lequel il prescrivait interrompt le délai de prescription contre tous les autres, même contre leurs héritiers. En revanche, l'interpellation faite à l'un des héritiers d'un débiteur solidaire ou la reconnaissance de cet héritier n'interrompt pas le délai de prescription à l'égard des autres cohéritiers, même en cas de créance hypothécaire, si l'obligation est divisible. Cette interpellation ou cette reconnaissance n'interrompt le délai de prescription, à l'égard des autres codébiteurs, que pour la part dont cet héritier est tenu. Pour interrompre le délai de prescription pour le tout, à l'égard des autres codébiteurs, il faut l'interpellation faite à tous les héritiers du débiteur décédé ou la reconnaissance de tous ces héritiers.

Article 2246 du code civil

L'interpellation faite au débiteur principal ou sa reconnaissance interrompt le délai de prescription contre la caution.

POLITIQUE DE PROTECTION DES DONNÉES PERSONNELLES ET DISPOSITIONS DIVERSES

POLITIQUE DE PROTECTION DES DONNÉES PERSONNELLES

• À qui sont transmises vos données personnelles ?

Vos données personnelles sont traitées par votre Assureur ou par le Groupe Covéa, auquel il appartient, responsables de traitement.

Vous trouverez les coordonnées de votre Assureur sur les documents contractuels et précontractuels qui vous ont été remis ou mis à votre disposition. Le Groupe Covéa est représenté par Covéa, Société de Groupe d'Assurance Mutuelle régie par le code des assurances, RCS Paris 450 527 916, dont le siège social se situe 86-90 rue St Lazare 75009 Paris. Pour obtenir des informations sur le Groupe Covéa, vous pouvez consulter le site <https://www.covea.eu>.

Vos données personnelles peuvent être transmises aux personnels des responsables de traitement, à ses partenaires et sous-traitants contractuellement liés, réassureurs, organismes professionnels, organismes d'assurance ou organismes sociaux des personnes impliquées, intermédiaires d'assurance, experts, ainsi qu'aux personnes intéressées au contrat.

Ces destinataires peuvent être situés en dehors de l'Union européenne sur la base d'une décision d'adéquation ou de conditions contractuelles négociées. Ces dispositifs sont disponibles auprès de votre Délégué à la Protection des Données.

• Pourquoi avons-nous besoin de traiter vos données personnelles ?

1. Vos données personnelles sont traitées par votre Assureur et par le groupe Covéa afin de :

- conclure, gérer et exécuter les garanties de votre contrat d'assurance ;
- réaliser des opérations de prospection commerciale ;
- réaliser des sondages et enquêtes de satisfaction ;
- permettre l'exercice des recours et la gestion des réclamations ;
- conduire des actions de recherche et de développement ;
- mener des actions de prévention ;
- élaborer des statistiques et études actuarielles ;
- lutter contre la fraude à l'assurance ;
- mener des actions de lutte contre le blanchiment et le financement du terrorisme ;
- exécuter ses obligations légales, réglementaires et administratives en vigueur ;
- effectuer des écoutes et enregistrements téléphoniques de manière non systématique, aux fins d'amélioration de la qualité de service, de formation et d'évaluation des collaborateurs.

2. Ces traitements ont pour bases légales : l'intérêt légitime des responsables de traitement pour les finalités de prospection commerciale de réalisation de sondage et enquête de satisfaction, de lutte contre la fraude à l'assurance, de recherche développement ainsi que d'actions de prévention ; et votre contrat pour les autres finalités citées hors données de santé. Lorsque la base légale est le contrat, le refus de fournir vos données entraîne l'impossibilité de conclure celui-ci.

Les responsables de traitement ont pour intérêt légitime : leur développement commercial, le développement de nouvelles offres et de nouveaux services, et la maîtrise de leur sinistralité ainsi que le développement de leur qualité de service et la montée en compétence de leurs collaborateurs.

3. Dans le cadre de la lutte contre la fraude à l'assurance, votre Assureur peut, en cas de détection d'une anomalie, d'une incohérence ou d'un signalement, vous inscrire sur une liste de personnes présentant un risque de fraude, afin de maîtriser nos coûts et protéger notre solvabilité. Avant toute inscription, une information individuelle préalable vous sera notifiée.

• Quelle protection particulière pour vos données de santé ?

Votre Assureur et le Groupe Covéa traitent des données personnelles relatives à votre santé aux fins de conclusion et gestion de votre contrat et/ou l'instruction et la gestion de votre sinistre*. Ces données sont également utilisées à des fins de lutte contre la fraude à l'assurance.

Vos données de santé sont nécessaires à l'assureur pour évaluer les risques. En aucun cas vos données de santé ne seront utilisées à des fins de prospection commerciale.

Compte tenu de leur particulière sensibilité, le traitement de ces données de santé est soumis à l'obtention de votre consentement. Pour garantir la confidentialité de vos données de santé et le respect du secret médical, elles sont destinées exclusivement au service médical de l'assureur ainsi qu'au seul personnel spécifiquement formé à leur traitement par le service médical.

Vous avez la possibilité de ne pas donner votre consentement ou de le retirer à tout moment. En cas de refus ou de retrait de votre consentement, l'assureur ne pourra pas évaluer le risque. Par conséquent la conclusion de votre contrat ou l'instruction et la gestion de votre sinistre* seront impossibles. Vous pouvez exercer votre droit de retrait auprès du Délégué à la Protection des Données à l'adresse suivante :

Protection des données personnelles
BPCE IARD
Chauray - BP 8410
79024 Niort Cedex 9
protectiondesdonnees.bpce@bpceiard.fr

Dans le cadre de votre complémentaire de santé, la base légale du traitement de vos données de santé est la protection sociale. Conformément à la législation en vigueur, votre assureur n'exerce pas de sélection de risques à partir de vos données de santé.

• Pendant combien de temps vos données personnelles sont-elles conservées ?

De façon générale, vos données personnelles sont conservées uniquement pendant le temps nécessaire aux opérations pour lesquelles elles ont été collectées et dans le respect de la réglementation en vigueur.

Plus précisément, les données personnelles traitées dans le cadre de la conclusion et la gestion de votre contrat sont conservées conformément aux délais légaux de prescription, fixés selon la nature du contrat.

En l'absence de conclusion d'un contrat, vos données de santé sont conservées pendant 5 ans.

Dans le cadre de la prospection commerciale, les données personnelles sont conservées 3 ans à compter de leur collecte ou du dernier contact avec la personne concernée resté sans effet.

En cas d'inscription sur une liste de lutte contre la fraude, vos données personnelles sont conservées 5 ans.

• Quels sont les droits dont vous disposez ?

Vous disposez :

- d'un **droit d'accès**, qui vous permet d'obtenir :
 - la confirmation que des données vous concernant sont (ou ne sont pas) traitées ;
 - la communication d'une copie de l'ensemble des données personnelles détenues par le responsable de traitement vous concernant ;

Ce droit concerne l'ensemble des données qui font l'objet (ou non) d'un traitement de notre part,

- d'un **droit de demander la portabilité** de certaines données. Plus restreint que le droit d'accès, il s'applique aux données personnelles que vous avez fournies (de manière active, ou qui ont été observées dans le cadre de votre utilisation d'un service ou dispositif) dans le cadre de la conclusion et la gestion de votre contrat,
- d'un **droit d'opposition**, qui vous permet de ne plus faire l'objet de prospection commerciale de la part de votre Assureur ou de ses partenaires, ou, pour des raisons tenant à votre situation particulière, de faire cesser le traitement de vos données à des fins de recherche et développement, de lutte contre la fraude et de prévention,
- d'un **droit de rectification** : il vous permet de faire rectifier une information vous concernant lorsque celle-ci est obsolète ou erronée. Il vous permet également de faire compléter des informations incomplètes vous concernant,
- d'un **droit d'effacement** : il vous permet d'obtenir l'effacement de vos données personnelles sous réserve des durées légales de conservation. Il peut notamment trouver à s'appliquer dans le cas où vos données ne seraient plus nécessaires au traitement,
- d'un **droit de limitation**, qui vous permet de limiter le traitement de vos données (ne faisant alors plus l'objet d'un traitement actif) :
 - en cas d'usage illicite de vos données ;
 - si vous contestez l'exactitude de celles-ci ;
 - s'il vous est nécessaire de disposer des données pour constater, exercer ou défendre vos droits,
- d'un **droit d'obtenir une intervention humaine** : votre Assureur peut avoir recours à une prise de décision automatisée en vue de la souscription ou de la gestion de votre contrat pour l'évaluation du risque. Dans ce cas, vous pouvez demander quels ont été les critères déterminants de la décision auprès de votre Délégué à la protection des données.

Vous pouvez exercer vos droits par courrier à l'adresse postale :

Protection des données personnelles
BPCE IARD
Chauray - BP 8410
79024 Niort Cedex 9

ou par mail à l'adresse : protectiondesdonnees.bpce@bpceiard.fr

À l'appui de votre demande d'exercice des droits, il vous sera demandé de justifier de votre identité.

Vous pouvez vous inscrire gratuitement sur le registre d'opposition au démarchage téléphonique sur www.bloctel.gouv.fr. Dans ce cas, vous ne serez pas démarché par téléphone sauf si vous nous avez communiqué votre numéro de téléphone afin d'être recontacté ou sauf si vous êtes titulaire auprès de nous d'un contrat en vigueur.

Vous pouvez définir des directives générales auprès d'un tiers de confiance ou particulières auprès du responsable de traitement concernant la conservation, l'effacement et la communication de vos données personnelles après votre décès. Ces directives sont modifiables ou révocables à tout moment.

En cas de désaccord sur la collecte ou l'usage de vos données personnelles, vous avez la possibilité de saisir la Commission Nationale de l'Informatique et Libertés (CNIL).

• Le traitement de vos données par l'ALFA

Vos données font l'objet d'une mutualisation avec les données d'autres assureurs dans le cadre d'un dispositif professionnel ayant pour finalité la lutte contre la fraude et dont le responsable du traitement est l'ALFA (l'Agence pour la Lutte contre la Fraude à l'Assurance). Les données mutualisées sont les données relatives aux contrats d'assurance automobile et aux sinistres déclarés aux assureurs.

Dans ce cadre, vos données sont destinées au personnel habilité de l'Agence pour la Lutte contre la Fraude à l'Assurance, ainsi qu'aux organismes directement concernés par une fraude (organismes d'assurance, autorités judiciaires, officiers ministériels, auxiliaires de justice, organismes tiers autorisés par une disposition légale ou réglementaire).

Pour l'exercice de vos droits dans le cadre de ce traitement, vous pouvez contacter l'ALFA, 1 rue Jules Lefebvre, 75431 Paris Cedex 09.

• Comment contacter le Délégué à la Protection des Données ?

Pour toute information complémentaire, vous pouvez contacter **le Délégué à la Protection des Données**

- en écrivant à l'adresse électronique suivante : deleguealaprotectiondesdonnees@covea.fr,
- ou par courrier : Délégué à la Protection des Données - 86-90 rue St Lazare 75009 Paris.

DISPOSITIONS DIVERSES

• Inscription au fichier des résiliations automobiles

Nous vous informons qu'en cas de résiliation du contrat, le contenu du relevé d'informations qui vous est délivré conformément à la loi, et où figurent notamment votre identité ainsi qu'éventuellement celles des conducteurs désignés au contrat, sera communiqué à un fichier central professionnel géré par l'Association pour la Gestion des Informations sur le Risque Automobile (A.G.I.R.A. – 1 rue Jules Lefebvre 75009 PARIS).

• Droit applicable

La langue et la loi qui sont applicables entre vous et nous sont françaises.

Ce contrat est régi par le code des assurances*, l'autorité chargée du contrôle de votre assureur est l'Autorité de Contrôle Prudentiel et de Résolution, 4 place de Budapest - CS 92459 - 75436 PARIS CEDEX 09.

• Fonds de garantie

Nous vous informons de l'existence :

- du Fonds de garantie des assurances obligatoires de dommages (<http://www.fondsdegarantie.fr>),
- du Fonds de garantie des victimes d'actes de Terrorisme et d'autres infractions (<http://www.fondsdegarantie.fr>).

• Compensation

Toutes obligations réciproques, présentes ou futures, entre les parties au présent contrat s'éteignent par compensation conformément aux articles 1347 et suivants du code civil.

VOTRE COEFFICIENT BONUS/MALUS

SIGNIFICATION DU COEFFICIENT BONUS/MALUS

C'est l'instrument de mesure de votre Bonus ou de votre Malus

- **Lorsqu'il est inférieur à 1, il vous donne par différence votre taux de Bonus.**

Ex. : coefficient 0,80 = 20 % de Bonus.

- **Lorsqu'il est supérieur à 1, il vous donne par différence votre taux de Malus.**

Ex. : coefficient 1,25 = 25 % de Malus.

Lors de la souscription de votre contrat il est mentionné sur vos conditions particulières. Affecté à la cotisation de référence, il est un des éléments de calcul de la cotisation que vous devez régler.

Les conditions d'application et d'évolution de ce coefficient Bonus/ Malus sont fixées par un arrêté ministériel qui s'impose à toutes les Sociétés d'Assurance. Cet arrêté a été modifié le 22/11/91.

Par dérogation aux dispositions légales (Art A 121-1 alinéa 2 du Code des assurances*), nous appliquons également le coefficient Bonus/Malus aux véhicules de collection de plus de 30 ans et ambulances (véhicule d'intérêt général prioritaire bénéficiant de facilité de passage).

COMMENT ÉVOLUE LE COEFFICIENT BONUS/MALUS

Dans ce présent paragraphe, N correspond à l'année en cours.

Le coefficient d'origine, c'est-à-dire celui affecté à un conducteur lors de sa première année d'assurance*, est égal à 1. Celui qui figure sur vos conditions particulières dépend de votre passé d'assurance.

Il évolue à l'échéance*, après chaque année d'assurance*, en fonction du nombre de sinistres*.

LE COEFFICIENT ÉVOLUE À LA BAISSSE EN L'ABSENCE DE SINISTRE* RESPONSABLE

Il est multiplié par 0,95 (ou par 0,93 si vous avez souscrit l'usage "TAXI" ou "TOUS DÉPLACEMENTS").

Ex. : Au 1/1/N-1 : coefficient Bonus/Malus = 0,80 (soit 20 % de Bonus)

Au 1/1/N : coefficient Bonus/Malus = $0,80 \times 0,95 = 0,76$ (soit 24 % de Bonus)

Le coefficient Bonus/Malus ne peut être inférieur à 0,50 (50 % de Bonus).

LE COEFFICIENT ÉVOLUE À LA HAUSSE EN CAS DE SINISTRE* RESPONSABLE

Chaque sinistre* engageant la responsabilité de l'assuré entraîne, sauf exception**, une majoration :

- **Si la responsabilité de l'assuré* est totalement engagée, le coefficient est multiplié pour chaque sinistre* par 1,25 (ou par 1,20 si vous avez souscrit l'usage "TAXI" ou "TOUS DÉPLACEMENTS").**

Ex. : Au 01/01/N-1 : coefficient Bonus/Malus = 0,80 (soit 20 % de Bonus)

Si vous êtes entièrement responsable d'un sinistre* au cours de l'année N-1 :

Au 01/01/N : coefficient Bonus/Malus = $0,80 \times 1,25 = 1$ (ni Bonus ni Malus)

Si vous êtes entièrement responsable de 2 sinistres* au cours de l'année N-1 :

Au 01/01/N : coefficient Bonus/Malus = $0,80 \times 1,25 \times 1,25 = 1,25$ (soit 25 % de Malus)

Les sinistres pris en compte pour le calcul de votre coefficient au 01/01/N sont ceux survenus du 01/11/N-2 au 31/10/N-1.

- **Si la responsabilité de l'assuré* n'est que partiellement engagée, la majoration est réduite de moitié : le coefficient est multiplié par 1,125 (ou 1,10 si vous avez souscrit l'usage "TAXI" ou "TOUS DÉPLACEMENTS").**

Le coefficient Bonus/Malus ne peut être supérieur à 3,50.

Après deux années consécutives sans sinistre*, le coefficient appliqué ne peut être supérieur à 1,00.

** Exception

Aucune majoration n'est appliquée pour le premier sinistre* survenu après une première période d'assurance d'au moins 3 ans au cours de laquelle le coefficient Bonus/Malus a été égal à 0,50.

(Pour plus de renseignements reportez-vous à la clause Bonus/Malus pages 55 à 57).

LES CLAUSES LÉGALES

BONUS/MALUS

ARTICLE 1

Lors de chaque échéance annuelle du contrat, la cotisation due par l'assuré est déterminée en multipliant le montant de la cotisation de référence, telle qu'elle est définie à l'Article 2, par un coefficient dit "coefficient de réduction-majoration", fixé conformément aux Articles 4 et 5 suivants.

Le coefficient d'origine est de 1.

ARTICLE 2

La cotisation de référence est la cotisation établie par l'assureur pour le risque présentant les mêmes caractéristiques techniques que celles présentées par l'assuré et figurant au tarif communiqué par l'assureur au ministre chargé de l'Économie et des Finances dans les conditions prévues à l'Article R 310-6.

Les caractéristiques techniques concernent le véhicule, la zone géographique de circulation ou de garage, l'usage socio-professionnel ou le kilométrage parcouru, éventuellement la conduite exclusive du véhicule, ainsi que les réductions éventuelles figurant au tarif des entreprises d'assurance.

Cette cotisation de référence ne comprend pas les majorations éventuellement prévues pour les circonstances aggravantes énumérées à l'Article A 121-1-2 du code des assurances. En revanche, pour l'application des dispositions de la clause, cette cotisation de référence comprend la surprime éventuellement prévue pour les conducteurs novices à l'Article A 121-1-1 du code des assurances (1) ainsi que les réductions éventuelles mentionnées à l'Article A 335-9-3. (5)

ARTICLE 3

La cotisation sur laquelle s'applique le coefficient de réduction-majoration est la cotisation de référence définie à l'Article précédent, pour la garantie des risques de responsabilité civile, de dommages au véhicule, de vol, d'incendie, de bris des glaces et de catastrophes naturelles.

ARTICLE 4

Après chaque période annuelle d'assurance sans sinistre, le coefficient applicable est celui utilisé à la précédente échéance réduit de 5 %, arrêté à la deuxième décimale et arrondi par défaut (2) ; toutefois, lorsque le contrat garantit un véhicule utilisé pour un usage "Tournées" ou "Tous Déplacements", la réduction est égale à 7 %.

Le coefficient de réduction-majoration ne peut être inférieur à 0,50.

Aucune majoration n'est appliquée pour le premier sinistre survenu après une première période d'au moins trois ans au cours de laquelle le coefficient de réduction-majoration a été égal à 0,50.

ARTICLE 5

Un sinistre survenu au cours de la période annuelle d'assurance majore le coefficient de 25 % ; un second sinistre majore le coefficient obtenu de 25 %, et il en est de même pour chaque sinistre supplémentaire.

Le coefficient obtenu est arrêté à la deuxième décimale (3) et arrondi par défaut.

Si le véhicule assuré est utilisé pour un usage "Tournées" ou "Tous Déplacements", la majoration est égale à 20 % par sinistre.

La majoration est, toutefois, réduite de moitié lorsque la responsabilité du conducteur n'est que partiellement engagée, notamment lors d'un accident mettant en cause un piéton ou un cycliste.

En aucun cas le coefficient de réduction-majoration ne peut être supérieur à 3,50.

Après deux années consécutives sans sinistre, le coefficient applicable ne peut être supérieur à 1.

ARTICLE 6

Ne sont pas à prendre en considération pour l'application d'une majoration les sinistres devant donner lieu ou non à une indemnisation, lorsque :

1°) L'auteur de l'accident conduit le véhicule à l'insu du propriétaire ou de l'un des conducteurs désignés, sauf s'il vit habituellement au foyer de l'un de ceux-ci ;

2°) La cause de l'accident est un événement, non imputable à l'assuré, ayant les caractéristiques de la force majeure ;

3°) La cause de l'accident est entièrement imputable à la victime ou à un tiers.

ARTICLE 7

Le sinistre survenu à un véhicule en stationnement par le fait d'un tiers non identifié alors que la responsabilité de l'assuré n'est engagée à aucun titre, ou lorsque le sinistre met en jeu uniquement l'une des garanties suivantes : vol, incendie, bris de glace, n'entraîne pas l'application de la majoration prévue à l'Article 5 et ne fait pas obstacle à la réduction visée à l'Article 4.

ARTICLE 8

Lorsqu'il est constaté qu'un sinistre ne correspond pas à la qualification qui lui avait été donnée initialement, la rectification de la cotisation peut être opérée, soit par le moyen d'une quittance complémentaire, soit à l'occasion de l'échéance annuelle suivant cette constatation.

Aucune rectification de cotisation ne sera, toutefois, effectuée si la constatation est faite au-delà d'un délai de deux ans suivant l'échéance annuelle postérieure à ce sinistre.

ARTICLE 9

La période annuelle prise en compte pour l'application des dispositions de la présente clause est la période de douze mois consécutifs précédant de deux mois l'échéance annuelle du contrat.

Si le contrat est interrompu ou suspendu pour quelque cause que ce soit, le taux de réduction ou de majoration appliqué à l'échéance précédente reste acquis à l'assuré mais aucune réduction nouvelle n'est appliquée, sauf si l'interruption ou la suspension est au plus égale à trois mois.

Par exception aux dispositions précédentes, la première période d'assurance prise en compte peut être comprise entre neuf et douze mois.

ARTICLE 10

Le coefficient de réduction-majoration acquis au titre du véhicule désigné au contrat est automatiquement transféré en cas de remplacement de ce véhicule ou en cas d'acquisition d'un ou plusieurs véhicules supplémentaires.

Toutefois, le transfert de la réduction n'est applicable que si le ou les conducteurs habituels du ou des véhicules désignés aux conditions particulières du contrat demeurent les mêmes, sauf en cas de réduction du nombre des conducteurs.

ARTICLE 11

Si le contrat concerne un véhicule précédemment garanti par un autre assureur, le coefficient de réduction-majoration applicable à la première cotisation est calculé en tenant compte des indications qui figurent sur le relevé d'informations mentionné à l'Article 12 ci-après, et des déclarations complémentaires de l'assuré.

ARTICLE 12

L'assureur fournit au souscripteur un relevé d'informations lors de la résiliation du contrat par l'une des parties et dans les quinze jours à compter de la demande expresse du souscripteur.

Ce relevé comporte notamment les indications suivantes :

- date de souscription du contrat ;
- n° d'immatriculation du véhicule ;
- nom, prénom, date de naissance, numéro et date de délivrance du permis de conduire du souscripteur et de chacun des conducteurs désignés au contrat ;
- nombre, nature, date de survenance et conducteur responsable des sinistres survenus au cours des cinq périodes annuelles précédant l'établissement du relevé d'informations, ainsi que la part de responsabilité retenue ;
- le coefficient de réduction-majoration appliqué à la dernière échéance annuelle ;
- la date à laquelle les informations ci-dessus ont été arrêtées.

ARTICLE 13

Le conducteur qui désire être assuré auprès d'un nouvel assureur s'engage à fournir à celui-ci le relevé d'informations délivré par l'assureur du contrat qui le garantissait précédemment, au souscripteur de ce contrat.

ARTICLE 14

L'assureur doit indiquer sur l'avis d'échéance ou la quittance remise à l'assuré :

- le montant de la cotisation de référence ;
- le coefficient de réduction-majoration prévu à l'Article A 121-1 du code des assurances ;
- la cotisation nette après application de ce coefficient ;
- la ou les majorations éventuellement appliquées conformément à l'Article A 121-1-2 du code des assurances (4) ;
- la ou les réductions éventuellement appliquées conformément à l'Article A 335-9-3 du code des assurances (5).

(1) Article A 121-1-1 du code des assurances

En assurance de responsabilité civile automobile, la cotisation de référence visée à l'Article 2 de l'annexe à l'Article A 121-1, peut donner lieu pour les assurés ayant un permis de moins de trois ans et pour les assurés ayant un permis de trois ans et plus, mais qui ne peuvent justifier d'une assurance effective au cours des trois dernières années précédant la souscription du contrat, à l'application d'une surprime.

Cette surprime ne peut dépasser 100 % de la cotisation de référence.

Ce plafond est réduit à 50 % pour les conducteurs novices ayant obtenu leur permis de conduire dans les conditions visées à l'Article R 123-3 du code de la route.

Elle est réduite de la moitié de son taux initial après chaque année, consécutive ou non, sans sinistre engageant la responsabilité.

En cas de changement d'assureur, le nouvel assureur peut appliquer à l'assuré la même surprime que celle qu'aurait pu demander l'assureur antérieur en vertu des alinéas précédents.

La justification des années d'assurance est apportée, notamment, par le relevé d'informations prévu à l'Article 12 de la Clause Bonus/Malus ou tout autre document équivalent, par exemple, si l'assurance est souscrite hors de France.

(2) Exemple : après la première période annuelle, le coefficient est de 0,95 ; après la deuxième période annuelle, le coefficient est de 0,9025, arrêté et arrondi à 0,90 ; après la sixième période annuelle, le coefficient est de 0,722, arrêté et arrondi à 0,72 ; après la douzième période annuelle, le coefficient est de 0,513, arrêté et arrondi à 0,51.

(3) Exemple : après le premier sinistre, le coefficient est de 1,25 ; après le deuxième sinistre, le coefficient est de 1,5625, arrêté et arrondi à 1,56.

(4) Article A 121-1-2 du code des assurances

En assurance de responsabilité civile automobile, peuvent seulement être ajoutées à la cotisation de référence modifiée, le cas échéant, par les surprimes ou les réductions mentionnées respectivement aux Articles A 121-1-1 et A 335-9-3 et par l'application de la clause de réduction-majoration, les majorations limitativement énumérées ci-après. Ces majorations ne peuvent pas dépasser les pourcentages maximaux suivants de la cotisation désignée ci-après :

- Pour les assurés responsables d'un accident et reconnus en état d'imprégnation alcoolique au moment de l'accident : 150 %.
- Pour les assurés responsables d'un accident ou d'une infraction aux règles de la circulation qui a conduit à la suspension ou à l'annulation du permis de conduire :
 - suspension de deux à six mois : 50 %,
 - suspension de plus de six mois : 100 %
 - annulation ou plusieurs suspensions de plus de deux mois au cours de la même période de référence telle qu'elle est définie à l'Article A 121-1 : 200 %.
- Pour les assurés coupables de délit de fuite après accident : 100 %.
- Pour les assurés n'ayant pas déclaré à la souscription d'un contrat une ou plusieurs des circonstances aggravantes indiquées ci-dessus ou n'ayant pas déclaré les sinistres dont ils ont été responsables au cours des trois dernières années précédant la souscription du contrat : 100 %.
- Pour les assurés responsables de trois sinistres ou plus au cours de la période annuelle de référence : 50 %.

Ces majorations sont calculées à partir de la cotisation de référence définie à l'Article 2 de la Clause Bonus/Malus, avant que celle-ci ne soit modifiée par la surprime prévue à l'Article A 121-1-1, ou par la réduction prévue à l'Article A 335-9-3, ou par l'application de la clause type de réduction-majoration des cotisations.

Le cumul de ces majorations ne peut excéder 400 % de la cotisation de référence ainsi définie.

Lorsque l'assuré justifie que la suspension ou l'annulation de son permis de conduire résulte, soit de la constatation de la conduite sous l'empire d'un état alcoolique, soit d'un délit de fuite, soit de ces deux infractions au code de la route, la majoration maximale fixée par l'assureur ne peut excéder, soit la majoration résultant, le cas échéant, de la somme des majorations du fait de ces infractions au code de la route, soit celle applicable pour la suspension ou l'annulation du permis de conduire.

Chaque majoration prévue au présent Article ne peut être exigée au-delà des deux années suivant la première échéance annuelle postérieure à la date à laquelle s'est produite la circonstance aggravante donnant lieu à la majoration.

(5) Article A 335-9-3 du code des assurances

Abrogé par l'article 4 de l'Arrêté du 22 novembre 1991.

CATASTROPHES NATURELLES

Cette garantie n'est accordée que lorsque le véhicule assuré bénéficie d'une garantie dommages.

1 - OBJET DE LA GARANTIE

La présente assurance a pour objet de garantir à l'assuré la réparation pécuniaire des dommages matériels directs non assurables à l'ensemble des biens garantis par le contrat ayant eu pour cause déterminante l'intensité anormale d'un agent naturel, lorsque les mesures habituelles à prendre pour prévenir ces dommages n'ont pu empêcher leur survenance ou n'ont pu être prises.

2 - CONDITION DE MISE EN JEU DE LA GARANTIE

La garantie ne peut être mise en jeu qu'après publication au Journal Officiel de la République française d'un Arrêté Interministériel ayant constaté l'état de catastrophes naturelles.

3 - ÉTENDUE DE LA GARANTIE

La garantie couvre le coût des dommages matériels directs non assurables subis par les biens, à concurrence de leur valeur fixée au contrat et dans les limites et conditions prévues par le contrat lors de la première manifestation du risque.

4 - FRANCHISE

L'assuré conserve à sa charge une franchise fixée par le code des assurances et s'interdit de contracter une assurance pour la portion du risque constitué par cette franchise.

5 - OBLIGATION DE L'ASSURÉ

L'assuré doit déclarer à l'assureur ou à son représentant local tout sinistre susceptible de faire jouer la garantie dès qu'il en a connaissance et au plus tard dans les trente jours suivant la publication de l'arrêté interministériel constatant l'état de catastrophes naturelles.

Quand plusieurs assurances contractées par l'assuré peuvent permettre la réparation des dommages matériels directs non assurables résultant de l'intensité anormale d'un agent naturel, l'assuré doit, en cas de sinistre et dans le délai mentionné au précédent alinéa, déclarer l'existence de ces assurances aux assureurs intéressés. Dans le même délai, il déclare le sinistre à l'assureur de son choix.

6 - NOS OBLIGATIONS

Nous devons, dans un délai d'un mois à compter de la réception de déclaration du sinistre* ou de la date de publication de l'arrêté constatant l'état de catastrophe naturelle lorsque celle-ci est postérieure, informer l'assuré des modalités de mise en jeu des garanties prévues au contrat et missionnons un expert si nous le jugeons nécessaire.

Une provision sur les indemnités dues est versée à l'assuré dans les 2 mois qui suivent la date de remise de l'état estimatif des biens endommagés ou de la date de la publication de l'arrêté lorsque celle-ci est postérieure.

Une proposition d'indemnisation ou de réparation en nature est faite à l'assuré dans un délai d'un mois à compter soit de la réception de l'état estimatif des pertes transmis en l'absence d'expertise, soit de la réception du rapport d'expertise définitif.

À compter de la réception de l'accord de l'assuré sur la proposition d'indemnisation, nous réglons l'indemnité dans un délai de 21 jours ou missionnons une entreprise de réparation dans un délai d'un mois.

En cas de non-respect de ces délais et sauf cas fortuit ou de force majeure ou non-respect par l'assuré de ses obligations, l'indemnité due porte intérêt, à compter de l'expiration de ces délais, au taux d'intérêt légal.

FONCTIONNEMENT DES GARANTIES « RESPONSABILITÉ CIVILE » DANS LE TEMPS

ANNEXE DE L'ARTICLE A. 112 DU CODE DES ASSURANCES FICHE D'INFORMATION RELATIVE AU FONCTIONNEMENT DES GARANTIES "RESPONSABILITÉ CIVILE" DANS LE TEMPS

Avertissement

La présente fiche d'information vous est délivrée en application de l'article L. 112-2 du code des assurances.

Elle a pour objet d'apporter les informations nécessaires à une bonne compréhension du fonctionnement de la garantie de responsabilité civile dans le temps.

Elle concerne les contrats souscrits ou reconduits postérieurement à l'entrée en vigueur le 3 novembre 2003 de l'article 80 de la loi n° 2003-706. Les contrats souscrits antérieurement font l'objet de dispositions particulières précisées dans la même loi.

Comprendre les termes

Fait dommageable

Fait, acte ou événement à l'origine des dommages subis par la victime et faisant l'objet d'une réclamation.

Réclamation

Mise en cause de votre responsabilité, soit par lettre adressée à l'assuré ou à l'assureur, soit par assignation devant un tribunal civil ou administratif. Un même sinistre peut faire l'objet de plusieurs réclamations, soit d'une même victime, soit de plusieurs victimes.

Période de validité de la garantie

Période comprise entre la date de prise d'effet de la garantie et, après d'éventuelles reconductions, sa date de résiliation ou d'expiration.

Période subséquente

Période se situant après la date de résiliation ou d'expiration de la garantie. Sa durée est précisée par le contrat. Elle ne peut être inférieure à cinq ans.

Si votre contrat garantit exclusivement votre responsabilité civile vie privée, reportez-vous au I.

Sinon, reportez-vous au I et au II.

I. - Le contrat garantit votre responsabilité civile vie privée

En dehors de toute activité professionnelle, la garantie est déclenchée par le fait dommageable.

L'assureur apporte sa garantie lorsqu'une réclamation consécutive à des dommages causés à autrui est formulée et que votre responsabilité ou celle des autres personnes garanties par le contrat est engagée, dès lors que le fait à l'origine de ces dommages est survenu entre la date de prise d'effet et la date de résiliation ou d'expiration de la garantie.

La déclaration de sinistre doit être adressée à l'assureur dont la garantie est ou était en cours de validité au moment où le fait dommageable s'est produit.

II. - Le contrat garantit la responsabilité civile encourue du fait d'une activité professionnelle

Le contrat d'assurance doit préciser si la garantie est déclenchée par le "fait dommageable" ou si elle l'est par "la réclamation".

Lorsque le contrat contient à la fois des garanties couvrant votre responsabilité civile du fait d'activité professionnelle et des garanties couvrant votre responsabilité civile vie privée, ces dernières sont déclenchées par le fait dommageable (cf. I).

Certains contrats, pour lesquels la loi prévoit des dispositions particulières, dérogent cependant à cette disposition ; c'est le cas par exemple en matière d'assurance décennale obligatoire des activités de construction.

1. Comment fonctionne le mode de déclenchement par "le fait dommageable" ?

L'assureur apporte sa garantie lorsqu'une réclamation consécutive à des dommages causés à autrui est formulée et que votre responsabilité ou celle des autres personnes garanties par le contrat est engagée, dès lors que le fait à l'origine de ces dommages est survenu entre la date de prise d'effet et la date de résiliation ou d'expiration de la garantie.

La déclaration de sinistre doit être adressée à l'assureur dont la garantie est ou était en cours de validité au moment où le fait dommageable s'est produit.

2. Comment fonctionne le mode de déclenchement “par la réclamation” ?

Quel que soit le cas, la garantie de l'assureur n'est pas due si l'assuré avait connaissance du fait dommageable au jour de la souscription de celle-ci.

2.1. Premier cas : la réclamation du tiers est adressée à l'assuré ou à l'assureur pendant la période de validité de la garantie souscrite.

L'assureur apporte sa garantie, même si le fait à l'origine du sinistre s'est produit avant la souscription de la garantie.

2.2. Second cas : la réclamation est adressée à l'assuré ou à l'assureur pendant la période subséquente.

Cas 2.2.1. : l'assuré n'a pas souscrit de nouvelle garantie de responsabilité déclenchée par la réclamation couvrant le même risque.

L'assureur apporte sa garantie.

Cas 2.2.2. : l'assuré a souscrit une nouvelle garantie de responsabilité déclenchée par la réclamation auprès d'un nouvel assureur couvrant le même risque.

C'est la nouvelle garantie qui est mise en œuvre, sauf si l'assuré avait connaissance du fait dommageable au jour de la souscription de celle-ci, auquel cas, c'est la garantie précédente qui intervient.

Aussi, dès lors qu'il n'y a pas d'interruption entre deux garanties successives et que la réclamation est adressée à l'assuré ou à son assureur avant l'expiration du délai subséquent de la garantie initiale, l'un des deux assureurs est nécessairement compétent et prend en charge la réclamation.

Lorsque la garantie initiale est déclenchée pendant la période subséquente, le plafond de l'indemnisation ne peut être inférieur à celui de la garantie déclenchée pendant l'année précédant la date de sa résiliation ou de son expiration.

3. En cas de changement d'assureur.

Si vous avez changé d'assureur et si un sinistre, dont le fait dommageable est intervenu avant la souscription de votre nouveau contrat, n'est l'objet d'une réclamation qu'au cours de votre nouveau contrat, il faut déterminer l'assureur qui vous indemniserait. Selon le type de contrats, l'ancien ou le nouvel assureur pourra être valablement saisi. Reportez-vous aux cas types ci-dessous.

3.1. L'ancienne et la nouvelle garantie sont déclenchées par le fait dommageable.

La garantie qui est activée par la réclamation est celle qui est ou était en cours de validité à la date de survenance du fait dommageable.

3.2. L'ancienne et la nouvelle garantie sont déclenchées par la réclamation.

Votre ancien assureur devra traiter la réclamation si vous avez eu connaissance du fait dommageable avant la souscription de votre nouvelle garantie. Aucune garantie n'est due par votre ancien assureur si la réclamation vous est adressée ou l'est à votre ancien assureur après l'expiration du délai subséquent.

Si vous n'avez pas eu connaissance du fait dommageable avant la souscription de votre nouvelle garantie, c'est votre nouvel assureur qui accueillera votre réclamation.

3.3. L'ancienne garantie est déclenchée par le fait dommageable et la nouvelle garantie est déclenchée par la réclamation.

Si le fait dommageable s'est produit pendant la période de validité de l'ancienne garantie, c'est l'ancien assureur qui doit traiter les réclamations portant sur les dommages qui résultent de ce fait dommageable.

Dans l'hypothèse où le montant de cette garantie serait insuffisant, la garantie nouvelle déclenchée par la réclamation sera alors amenée à compléter cette insuffisance pour autant que vous n'ayez pas eu connaissance du fait dommageable avant la date de souscription de votre nouvelle garantie.

Si le fait dommageable s'est produit avant la prise d'effet de l'ancienne garantie et est demeuré inconnu de l'assuré à la date de souscription de la nouvelle garantie, c'est le nouvel assureur qui doit traiter les réclamations portant sur les dommages qui résultent de ce fait dommageable.

3.4. L'ancienne garantie est déclenchée par la réclamation et la nouvelle garantie est déclenchée par le fait dommageable.

Si le fait dommageable s'est produit avant la date de souscription de la nouvelle garantie, c'est l'ancien assureur qui doit traiter les réclamations. Aucune garantie n'est due par votre ancien assureur si la réclamation est adressée à l'assuré ou à votre ancien assureur après l'expiration du délai subséquent.

Si le fait dommageable s'est produit pendant la période de validité de la nouvelle garantie, c'est bien entendu l'assureur de cette dernière qui doit traiter la réclamation.

4. En cas de réclamations multiples relatives au même fait dommageable.

Un même fait dommageable peut être à l'origine de dommages multiples qui interviennent ou se révèlent à des moments différents. Plusieurs réclamations ont alors vocation à être successivement adressées par les différents tiers concernés. Dans ce cas, le sinistre est considéré comme unique. En conséquence, c'est le même assureur qui prend en charge l'ensemble des réclamations.

Si le fait dommageable s'est produit alors que votre contrat était déclenché sur la base du fait dommageable, c'est donc votre assureur à la date où le fait dommageable s'est produit qui doit traiter les réclamations.

Si vous n'étiez pas couvert sur la base du fait dommageable à la date du fait dommageable, l'assureur qui doit être désigné est celui qui est compétent, dans les conditions précisées aux paragraphes II-1, II-2 et II-3 ci-dessus, au moment de la formulation de la première réclamation.

Dès lors que cet assureur est compétent au titre de la première réclamation, les réclamations ultérieures seront alors traitées par ce même assureur, quelle que soit la date à laquelle ces réclamations sont formulées, même si la période subséquente est dépassée.

LEXIQUE

• ABUS DE CONFIANCE

L'abus de confiance est le fait pour une personne de détourner au préjudice d'une autre, un véhicule qui lui a été remis **et qu'elle a accepté** à charge de le rendre ou d'en faire un usage déterminé.

• ACCESSOIRES HORS-SÉRIE

Éléments ajoutés et **fixés** à votre véhicule après sa sortie d'usine ou des ateliers de l'importateur (appareils audiovisuels, jantes spéciales, attache caravane, galerie, toit ouvrant, rideaux, ...).

• ACCIDENT

Tout événement soudain, fortuit, imprévu extérieur à la victime ou à la chose endommagée, constituant la cause de dommages corporels* ou matériels*.

• ACCIDENT CORPOREL

Toute atteinte corporelle résultant d'un choc traumatique, violent, soudain et imprévu provoqué par une cause extérieure à l'assuré victime.

• AGRESSION

C'est l'utilisation volontaire de la force (atteinte à l'intégrité physique) ou l'intimidation par un tiers* (menaces verbales ou par gestes).

• ANNÉE D'ASSURANCE

La période de douze mois comprise entre deux échéances* annuelles de cotisation, l'échéance* annuelle étant fixée au 1^{er} janvier.

• APPAREIL TERRESTRE

Engin construit en vue d'effectuer un travail particulier (bétonnière, compresseur...).

• ASSURÉ

Personne bénéficiant des garanties du contrat.

• AYANTS DROIT

Désigne le/la conjoint(e)* et l'(es) enfant(s) de l'assuré*.

• BIJOUX

Quelle que soit leur valeur, les bijoux en or, argent, vermeil, platine, les pierres précieuses et les perles fines ou de culture, montées ou non.

• CARTE INTERNATIONALE D'ASSURANCE AUTOMOBILE

Document servant d'attestation d'assurance lors d'un déplacement à l'étranger dans les pays où la mention n'a pas été rayée sur celui-ci. Cette attestation est obligatoire en cas de circulation dans l'un des sept pays suivants : Albanie, Maroc, Moldavie, République Macédoine du Nord, Tunisie, Turquie et Ukraine.

Elle est disponible auprès de nos conseillers (en agence ou par téléphone).

• CHÈQUE DE BANQUE

Chèque émis par une banque et dont la provision est certaine.

• CODE DES ASSURANCES (C.D.A.)

C'est l'ouvrage qui regroupe l'ensemble des textes régissant l'activité de l'assurance, notamment les obligations de l'assuré et de l'assureur.

• COLLATÉRAL

Membre d'une même famille en raison d'un auteur commun mais ne descendant pas les uns des autres : les frères et sœurs, les neveux et nièces, les oncles et tantes et leurs descendants, cousins et cousines.

• COLLECTION

Réunion d'objets de même nature ayant un rapport entre eux et faisant l'objet d'une cotation entre collectionneurs.

• CONJOINT(E)

C'est l'époux(se) non séparé(e) de corps, le(la) partenaire lié(e) par un pacte civil de solidarité ou le(la) concubin(e), ce(cette) dernier(e) étant en mesure d'établir qu'il(elle) a durablement créé une communauté maritale de vie, d'intérêts, de biens avec l'assuré.

• CYBERATTAQUE

Acte de malveillance ciblé utilisant ou ayant pour cible les réseaux ou les systèmes d'information en vue de compromettre la disponibilité, l'intégrité ou la confidentialité des données stockées, traitées ou transmises et des services connexes que ces systèmes offrent ou qu'ils rendent accessibles.

• DÉCHÉANCE

C'est une sanction qui frappe l'assuré qui ne remplit pas ses obligations après un sinistre : il ne reçoit pas l'indemnité prévue.

• DOMMAGES CORPORELS

Voir définition de l'accident corporel*.

LEXIQUE

• DOMMAGES IMMATÉRIELS

Tout préjudice à caractère financier qui est la conséquence d'un dommage matériel ou corporel garanti.

• DOMMAGES MATÉRIELS

Toute détérioration ou destruction d'une chose ou d'une substance, toute atteinte physique à des animaux.

• ÉCHÉANCE

C'est le point de départ d'une période annuelle d'assurance et c'est la date à laquelle vous devez payer votre cotisation pour être assuré l'année à venir.

L'échéance de votre contrat est le 1^{er} janvier à 00h00.

• EFFRACTION ÉLECTRONIQUE

Intrusion frauduleuse dans le système électronique de gestion du véhicule.

• EFFRACTION MÉCANIQUE

Intrusion frauduleuse dans le véhicule caractérisée par des traces matérielles relevées sur le véhicule telles que la détérioration des vitres, des serrures, le forçage de la direction, des dispositifs antivol, de la batterie, des fils électriques, du coffre, du toit ouvrant.

• ÉMEUTE

Soulèvement populaire violent contre l'autorité publique pour obtenir la réalisation de revendication économique, sociale, ou politique et troublant la sécurité et l'ordre public.

• ESPÈCES, TITRES ET VALEURS

Les monnaies courantes, cartes de paiement, chèques, titres-restaurant, titres de transport, cartes prépayées, titres négociables ou effets de commerce.

• ÉTAT ALCOOLIQUE

L'état alcoolique se définit par le taux d'alcoolémie à partir duquel le conducteur peut faire l'objet d'une sanction pénale.

• FAUTE INEXCUSABLE

La faute inexcusable s'entend d'une faute d'une gravité exceptionnelle, dérivant d'un acte ou d'une omission volontaire, de la conscience du danger que devait en avoir son auteur, de l'absence de toute cause justificative mais ne comportant pas d'élément intentionnel.

• FAUX CHÈQUE DE BANQUE

Document qui présente en apparence toutes les caractéristiques d'un chèque de banque (émis par une banque, sans rature, le tireur et le tiré sont identiques et il comporte la mention lisible à l'œil nu « chèque de banque »), alors que ledit document relève d'une falsification ou d'un réemploi frauduleux.

• FORCE MAJEURE

Événement imprévisible, irrésistible et indépendant de la volonté de l'assuré* ayant pour conséquence de l'empêcher d'exécuter son obligation.

Exemple : une catastrophe naturelle.

• FRANCHISE

C'est la part des dommages restant à la charge de l'assuré.

• GARDIEN

Personne qui possède les pouvoirs d'usage, de direction ou de contrôle sur le véhicule.

• GUERRE CIVILE

Conflit armé interne entre individus d'un même état.

• GUERRE ÉTRANGÈRE

Conflit armé international entre différents états.

• HARCELEMENT

Action intentionnelle, individuelle ou collective de manière répétée de tenir des propos ou d'adopter des comportements ayant pour objectif ou pour conséquence de dégrader la santé physique ou l'équilibre psychique de la personne visée. Le harcèlement peut être effectué au moyen de communications électroniques (téléphone portable, messagerie instantanée, forums, chats, jeux en ligne, courriers électroniques, réseaux sociaux, site de partage de photographies...). Il est nommé plus communément cyber-harcèlement.

• INVALIDITÉ PERMANENTE

C'est le déficit physiologique résultant des blessures consécutives au sinistre.

• MÉMO VÉHICULE ASSURÉ

Document remis lors de la souscription du contrat pour un véhicule immatriculé. Il constitue une présomption d'assurance pendant les 15 jours suivant la date d'effet du contrat et permet au conducteur de consulter les informations utiles du contrat en cas de besoin (remplir un constat amiable, contacter l'assistance, déclarer un sinistre). Il est disponible également auprès de nos conseillers (en agence ou par téléphone).

• MOUVEMENT POPULAIRE

Action violente de la foule troublant la sécurité et l'ordre public.

• OPTIONS CONSTRUCTEUR

Éléments modifiant ou améliorant le véhicule de série et qui ont été proposés et montés par le constructeur ou l'importateur (autoradio, GPS, direction assistée, vitres teintées...).

• PANNE

Tout arrêt accidentel de fonctionnement entraînant une immobilisation du véhicule.

LEXIQUE

- **PRÉPOSÉ**

Personne qui accomplit un acte ou une fonction déterminée sous la direction ou le contrôle d'une autre.

- **SINISTRE**

Réalisation d'un événement pouvant entraîner l'application des garanties du contrat.

- **STUPÉFIANTS**

Substances ou plantes classées comme telles et qui exposent le conducteur qui en a fait usage à des sanctions pénales.

- **TIERS**

Toute personne autre que l'assuré.

- **VALEUR DE REMPLACEMENT**

La valeur du véhicule assuré, au jour du sinistre, établie à dire d'expert.

- **VÉHICULE DE SÉRIE**

Le véhicule, tel qu'il est prévu au catalogue du constructeur ou de l'importateur.

- **VÉTUSTE**

Dépréciation provoquée par l'effet de facteurs tels que l'âge, l'utilisation...

- **VIRUS INFORMATIQUE**

Programme informatique malveillant dont l'objectif est de perturber le fonctionnement normal d'un système informatique à l'insu de son propriétaire.

- **VOUS**

Le souscripteur du présent contrat désigné sur vos conditions particulières ou toute autre personne qui lui serait substituée par accord des parties ou du fait du décès du souscripteur précédent.

BPCE IARD

Société Anonyme à Directoire et Conseil de Surveillance au capital de 50 000 000 euros entièrement versé

Entreprise régie par le Code des Assurances - 401 380 472 RCS NIORT

Siège Social : Chaban 79180 CHAURAY - Adresse : Chauray BP 8410 79024 NIORT Cedex 09

Identifiant unique REP Emballages Ménagers et Papiers n° FR232581_01QHNQ (BPCE – SIRET 493 455 042)